Parti Socialiste Comité directeur
Mardi 28 avril 1981

Sommaire

Le Président 1
LIONEL JOSPIN 2
Jean POPEREN 13
Luc SOUBRET 21
COFFINEAU 22
Laurent FABIUS 24
CARRASUS 26
SABY 29
SAUNIER 29
DIDER MOTCHANE 31
LUNEL 32
LE PENSEC 34
Le Président 35

Parti Socialiste
Comité directeur
Mardi 28 avril 1981

La séance est ouverte sous la présidence de Louis MERMAZ. (Il est procédé à l'appel des présents)

Le Président

La séance est ouverte.
Je ma fais l'interprète du Comité Directeur pour exprimer à François Mitterrand toutes nos félicitations, à François Mitterrand dont nous avons dit dans la soirée de dimanche qu'il avait réalisé le score le plus important dans l'histoire du Socialisme.
(Applaudissements)
La Parti continuera d'être à ses côtés pour le second tour comme il l'a été jusqu'au 26 avril, et je crois qu'il faut en cette circonstance également féliciter le Parti et le Premier Secrétaire, Lionel Jospin, l'ensemble du Bureau, tous ceux à Paris et dans les fédérations qui ont travaillé avec ardeur, l'ensemble des militants, l'ensemble des élus.
De même il faut féliciter ceux qui ont en la responsabilité d'organiser la campagne. Je ne saurais les nommer tous, et je nommerai Paul Quilès; en ajoutant à son nom tous ceux qui, à tous les étages de la maison et dans toutes les fédérations, ont travaillé à cette campagne.
La Gauche réalise un score plus important que lors des élections présidentielles

Fondation Jean-Jaurès

de 1974 et au sein de ce résultat global plus élevé, le Parti Socialiste est lui aussi en progression.
De 1'autre côté on constate qua Giscard d'Estaing est en recul de plusieurs points, et qu'aujourd'hui on ne saurait dire que la France est seulement divisée en deux. En fait 71 % des français ont exprimé le vote sanction, ont désavoué Giscard d'Estaing. C'est un fait très important pour le second tour, qui laisse la Droite divisée, Lionel Jospin dans son rapport et Jean Poperen ensuite se livreront à des analyses, et il faut noter là aussi que le désistement personnel de Chirac pour Giscard d'Estaing, la déclaration personnelle de Chirac disant que lui voterait pour Giscard d'Estaing, n'équivaut pas à un désistement pour le candidat sortant.
Ainsi, du côté de François Mitterrand, c'est une dynamique qui se lève. Nous appelons au rassemblement populaire, nous appelons à l'espoir, nous appelons à une politique ambitieuse pour la France et nous comptons sur l'impact du candidat François Mitterrand. De l'autre côté, au contraire, on est sur la défensive. Giscard d'Estaing fait appel à la peur, il fera appel aux sentiments les plus bas. TF1 sera un tricheur, et il a déjà commencé de l'être.
La manipulation par les mass médias est engagée, les risque de provocation existent. A 1'issue du premier tour nous savons déjà qu'il y a eu truquage dans les départements d'Outremer, et contre cela il va falloir s'élever et le faire connaître haut et ferme à l'opinion publique.
Contre le sentiment de peur que le candidat Giscard d'Estaing va essayer de faire naître dans le pays, la meilleure attitude sera la mobilisation des militants, des élus, notre travail sur le terrain, travail au niveau des entreprises, travail au niveau de la population, travail au niveau des catégories sociales, porte à porte, action permanente des élus.
Le Comité directeur de ce matin est un Comité directeur qui va permettre de prendre pleinement conscience et de l'ampleur de l'espoir qui se lève, et de l'ampleur du travail qui reste à accomplir.
Vous êtes d'ailleurs cet après-midi, vous le savez déjà, invités à participer à la réunion commune avec les premiers secrétaires fédéraux et les parlementaires du Parti. Plusieurs sont déjà présents à cette séance ce matin.
A 15 heures, réunion donc avec les premiers secrétaires fédéraux pour entendre un rapport sur la campagne et les décisions à prendre pour le second tour par Paul Quilès, directeur de la campagne, secrétaire à l'organisation des fédérations.
Suspension de séance autour de 15 heures 30. Il y aura à ce moment là une rencontre avec François Mitterrand qui sera de retour de la Nièvre.
Je passe la parole à Lionel Jospin.

LIONEL JOSPIN

Chers camarades, ce Comité directeur sera bref par rapport aux autres, et il faudra donc que nous nous imposions les uns et les autres une discipline dans les interventions, pour intervenir de la façon la plus brève et la plus constructive possible, c'est-à-dire an faisant des propositions utiles pour la campagne.
Ce Comité Directeur se tiendra sans François Mitterrand, dans la mesure où

d'une part il a préféré continuer à assumer ses fonctions normales, donc présider son Conseil Général qui avait lieu ce matin, et dans la mesure aussi où compte tenu de ce que nous sommes maintenant au deuxième tour de la campagne et de ce que s'il a été le candidat des Socialistes, il doit maintenant être le candidat du rassemblement plus large, il a pensé utile de faire en sorte que nous nous rencontrions, membres du Comité directeur, premiers secrétaires fédéraux, autour de lui cet après-midi à un moment donné, sans apparaître de façon formelle dans l'instance du Parti Socialiste alors qu'il s'agit aussi de rassembler davantage.

Ce Comité directeur aurait dû logiquement se tenir plus tôt, puisque le dernier a eu lieu en novembre, seulement au mois de Janvier nous avons eu le Congrès de désignation du candidat, et donc nous avons convenu, au Bureau Exécutif, d'un commun accord de ne pas avoir de Comité directeur.

Ensuite nous aurions pu le tenir en mars, mais on mars nous avons préféré là aussi tenir ce Comité directeur un peu plus tard pour qu'il ait lieu après le premier tour, et qu'il ait donc une fonction politique, un rôle d'analyse, et éventuellement de décision, plus important bien évidemment que s'il s'était tenu au milieu de la campagne.

Ce Comité directeur a un caractère exceptionnel puisqu'il se tient entre les deux tours des élections présidentielles, et il ne sera donc pas présenté ici de rapport d'activité sur le travail de la direction du Parti sous toutes ses formes depuis le dernier Comité directeur, cela prendrait trop de temps et nous détournerait de ce qui doit être l'axe essentiel de la discussion d'aujourd'hui. Là aussi, sur ce point, nous en avons décidé unanimement au Bureau Exécutif.

Je ferai donc une brève introduction, et Jean Poperen ajoutera lui aussi, puisqu'il est responsable des problèmes des élections, les éléments d'analyse qui lui paraîtront nécessaires.

Premier point : je voudrais dire qu'avant d'analyser les résultats brièvement, il n'est peut-être pas mauvais de dire quelques mots du contexte dans lequel nous avons affronté les élections présidentielles, puisque nous sommes maintenant au lendemain du premier tour.

En effet, il y a quelques mois, presque quelques semaines, on nous promettait la défaite dans cette élection présidentielle. On assurait, sur la base d'analyses sur la division de la Gauche, la capacité de la Droite de se souder autour du président sortant, qu'il y aurait une victoire de Valéry Giscard d'Estaing qui sans doute s'amorcerait dès le premier tour, une campagne assez triomphale et une victoire sans coup férir.

On a même mis en doute la capacité du candidat que nous envisagions et que nous présentions ensuite à l'élection présidentielle.

Certes, par rapport à ce climat général qu'il ne faut pas oublier, parce qu'il est derrière nous, et qu'en tous cas je n'oublie pas, quelques modifications étaient intervenues le 30 novembre, dans la mesure où les élections législatives partielles écartant les députés U.D.F. et permettant de doubler le chiffre socialiste, manifestant la volonté de l'électorat communiste d'un bon report sur les candidats de Gauche, étaient venues quelque peu chauffer ce climat. Cela

n'avait pas suffi pourtant totalement à le transformer. Je pense qu'à la veille de cette élection présidentielle, le pronostic était extrêmement favorable à Giscard. Il convient do le rappeler, me semble-t-il.

Nous avons lutté avant cette campagne et pendant cette campagne ensemble, contre le pessimisme. Nous avons mené cette campagne avec vigueur, j'y reviendrai dans quelques temps, mais il y a quelques jours encore, les sondages connus ou les sondages supposée, non connus, mais qui nous parvenaient, ne permettaient pas d'avoir une appréciation aussi positive que celle que nous pouvons porter maintenant au lendemain de cette élection présidentielle.

Un certain nombre de phénomènes - et c'est un commentaire que je fais en passant, peut-être que Jean Poperen voudra insister là-dessus – politiques importants, profonds, de masse n'ont pas été captés par les instituts de sondage ce qui ne veut pas dire qu'un certain nombre de nos militants, de nos élus ou de nos responsables ne les avaient pas sentis, éventuellement avec leur connaissance du terrain et leur pratique des gens.

Voilà le premier point que je voulais mettre en lumière : par rapport au contexte antérieur, cette élection présidentielle a apporté des éléments nouveaux, des éléments parfois jugés imprévus et des éléments positifs.

C'est pourquoi et c'est le deuxième point que je voudrais développer, dans ce rapport qui sera rapide car je veux que le Comité Directeur puisse lui même s'exprimer et participer à la discussion, à la décision, nous devons être d'autant plus satisfaits des résultats qui sont ceux du premier tour des élections présidentielles.

Je ne procèderai pas ici à une analyse complète, mais je voudrais tirer quelques leçons du scrutin.

La première leçon, elle a déjà été évoquée par nous tous, au soir même des élections, au cours de notre présence sur les média, dans le texte adopté par le Bureau Exécutif, et cela a été repris il y a un instant par Louis Mermaz c'est bien évidemment le score remarquable de notre candidat,

François Mitterrand, qui avec près de 26% réalise le score le plus élevé de l'histoire du socialisme depuis que celui-ci affronte les élections. Je pense qu'éventuellement, Jean Poperen affinera l'analyse sur ce point s'il le souhaite.

C'est un élément fondamental qui peut être décisif pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, qui aura des conséquences et des développements même si l'analyse doit être mesurée, à mon avis, au-delà de l'élection présidentielle.

Deuxième leçon : c'est le résultat médiocre de Giscard : à peine plus de 28%, l'écart étant légèrement supérieur à 2% entre les deux candidats, alors qu'il était le Président sortant qui devait bénéficier à cet égard d'une prime particulière, d'atouts particuliers dont bénéficie tout élu, vous en avez fait l'expérience dans votre propre vie militante ou d'élu, alors qu'il bénéficiait de tous les concours de l'Etat, de l'appui des forces de l'argent, alors que les médias ne lui ont pas mesuré leur préférence ouvertement avant la campagne, de façon plus subtile ou plus perverse pendant la campagne.

Giscard d'Estaing n'a pas su créer une dynamique et il réalise un score faible, puisque maintenant inférieur à celui qu'il avait réalisé en 1974. Comme l'a dit

Collection Jean Daniel

Mermaz, plus de 70% des Français ont d'une certaine façon voté contre lui. C'est clair pour ceux qui ont voté à gauche, mais cela ne peut pas être absent du vote pour ceux qui ont voté pour Chirac compte tenu de la campagne extrêmement critique qu'il a menée contra Valéry Giscard d'Estaing.
L'écart entre François Mitterrand et Giscard d'Estaing est très faible, Si l'on tante de revoir ce qu'était le score du candidat socialiste, en tant que socialiste en 1974, noua avons dit en règle générale 20%. Donc, on peut considérer, même si cette analyse est un peu particulière que l'écart Socialiste-Giscard en 1974 était de 12%, il est maintenant d'un peu plus de 2 et cela est un élément qui peut peser au deuxième tour.
La troisième leçon, c'est la score très faible de Georges Marchais puisqu'il fait moins de 16%.
Voua avez pu constater, et j'espère que vous aurez été d'accord avec cette façon da procéder, que nos représentants sur les médias et les déclarations politiques du bureau exécutif dimanche soir ont été faites d'une façon très modérée, très douce sur ce thème. C'est ce que nous avons connu dans
le bureau exécutif que nous avons tenu dimanche soir à partir da 19 h - 19 h 15 pour justement analyser collectivement les résultats et donner des indications à nos responsables avant qu'ils n'aillent sur les média. Je pense que d'ailleurs la fait de tenir ce bureau exécutif était une bonne chose dans la capacité de maîtrise de la situation politique.
Nous avons été prudents, parce que nous ne voulions pas, malgré le caractère historique de ce résultat faible et du résultat que nous avons réalisé, dans les premiers jours insister, peut-être même jusqu'au 10 mai, sur cet aspect des choses ; nous avons certainement une direction du Parti communiste durement touchée par ce résultat et il n'est pas nécessaire de mettre de l'huile sur le feu, mais je crois qu'il n'est pas non plus nécessaire dans nos analyses, à partir de maintenant, d'insister sur le vote utile.
Je reviendrai tout à l'heure sur les éléments d'explications possibles, comme Poperen le fera aussi.
Même si nous avons pu dire cela les uns et les autres, ou si nous avons dit que vraisemblablement une partie dure de l'électorat communiste s'était portée dès le premier tour vers François Mitterrand parce qu'il pensait que c'était celui qui pourrait gagner et donc changer complètement leur vie, il n'empêche qu'au-delà de l'élection présidentielle et en prévision de cet au-delà, ce résultat historique doit être apprécié, mesuré, il ne faut pas contribuer nous-mêmes à en disqualifier la réalité, même si nous ne devons pas contribuer nous-mêmes à créer problème avec la Direction du Parti Communiste dans les jours qui viennent. Donc ne disons pas des choses offensives, ne nous bloquons pas sur des choses qui pourraient être actuellement préférables et qui pourraient être négatives pour après ; c'est une indication que je donne pour la discussion.
La politique anti-unitaire de Marchais a été durement sanctionnée par l'électorat populaire et par l'électorat communiste.
Est-ce qu'il s'agit là d'un tournant historique, ou bien est-ce qu'une partie de cet électorat, qui n'a pas voté pour Georges Marchais, peut se retrouver sur les

candidats communistes aux élections législatives ?
La réponse est difficile à apporter maintenant. Si nous devons juger sur la durée, sur ce qui se passera aux élections législatives, je suis personnellement prudent à cet égard et je pense qu'un nouveau mouvement s'est amorcé et, si le tournant n'est pas historique, le scrutin en tout cas l'est.
Je pense que ce résultat s'explique pour une bonne part par le fait que le Parti Socialiste, depuis plusieurs mois, n'a pas donné d'occasion au Parti Communiste d'échapper à ses propres contradictions. La Direction du Parti Communiste n'a pas pu effectivement y échapper, j'y reviendrai dans quelques instants, et s'est trouvée confrontée à cette difficulté particulière.
Le score de la Gauche est satisfaisant, avec près de 47% il n'est peut-être pas aussi élevé que nous l'aurions souhaité ; souhaitons donc, et des éléments d'analyse existent dans ce sens, qu'une partie de l'électorat communiste se soit abstenue. Nous savons que c'est vrai pour un certain nombre de régions, il n'est pas certain que cela représente une masse statistiques extraordinairement considérable mais, de ce point de vue vous pouvez peut-être nous aider à mieux affiner l'analyse.
Il faut espérer aussi qu'une partie de l'électorat de gauche ne s'est pas tout à fait mobilisée à cause d'un certain climat qui a pu exister avant et au début de la campagne.
Mais, si ce score n'est pas aussi élevé que nous l'aurions souhaité, il peut permettre, avec la dynamique propre au candidat socialiste, la victoire au second tour.
Enfin le score de Chirac, correct pour lui par rapport à la confrontation qu'il a engagée avec la droite giscardienne, n'est nullement extraordinaire. Je livre là un commentaire qui m'est peut-être personnel, mais je crois personnellement que c'est la situation préférable.
J'ai toujours pensé que c'était plutôt dans l'hypothèse où Chirac ferait un score très important, qu'il aurait davantage la tentation de passer compromis avec Giscard. Je ne tire pas mécaniquement évidemment la conclusion inverse, je dis que ce score tel qu'il est me paraît, de façon objective, ce n'est pas notre problème dans l'absolu, mais de façon objective, ne pas être un inconvénient pour nous.
Troisième point que je voudrais développer dans ce bref rapport : pourquoi ces résultats satisfaisants, pourquoi ces bons résultats même peut-on dire, notamment de notre candidat ?
Bien évidemment dans une campagne il s'agit toujours d'une combinaison de facteurs, et d'éléments explicatifs.
Le premier c'est sans doute que nous avons fait une bonne campagne, et d'abord bien sûr François Mitterrand, le candidat, qui a été capable, par sa présence constante sur le terrain, par une présence que parfois nous avons jugée excessive globalement, même que nous avions tendance localement ou individuellement à toujours la trouver insuffisante quand il venait chez nous, ou chez vous - il est aussi venu chez moi d'ailleurs, donc de ce point de vue je suis comme vous - en tout cas par sa présence extrêmement active sur le terrain, d'obtenir ce résultat.

La capacité de bien centrer la campagne, surtout dans la première partie car l'exercice ensuite des petites interventions officielles est plus difficile, la capacité de mettre Giscard sur la défensive sur le terrain de l'emploi et du chômage, sur le terrain économique, a été aussi quelque chose de très positif.
Je pense que les interventions qu'il a faites également à la télévision, ont été extrêmement maîtrisées, efficaces et bonnes et font que l'on peut véritablement se féliciter de la campagne personnelle en tant que candidat qu'il a menée à la télévision, de la physionomie politique, de la capacité d'homme d'Etat qu'il a présentée au Français.
Je crois aussi qu'il a pu - et c'est une donnée de l'histoire de ces dix dernières années, et cette démonstration a été faite - rassembler dès le premier tour sur son nom une fraction très conséquente de cet électorat unitaire, de cet électorat communiste unitaire qui avait en 1965 pour une certaine partie, en tout cas pour une grande partie en 1974 voté pour lui puisqu'il était le candidat de toute la Gauche et qu'ils n'ont pas oubliée ce sillon qu'il a tracé à ce moment-là dans l'histoire récente.
Je crois que le Parti a mené une bonne campagne, bien sûr avec des insuffisances, avec des erreurs, avec des embouteillages, des retards, des délais et des problèmes, mais globalement je crois que le Parti a mené une bonne campagne.
Au niveau central, nous avons à peu près je crois maîtrisé les problèmes, avec les difficultés habituelles, et puis dans sa réalité globale de mouvement, à l'échelle de la France, nous avons été très présents, très actifs. J'ai fait beaucoup de meetings, comme d'autres responsables du Parti Socialiste, j'ai donc beaucoup vu les responsables et les Fédérations, et je sais à quel point, au-delà des meetings que nous avons faits nous-mêmes, au-delà des rassemblements puissants, beaucoup plus forts parfois dans certaines villes ou dans certaines régions que n'avaient été les rassemblements unitaire de 1974, au-delà des grands rassemblements faits par François Mitterrand, des meetings qu'ont fait les responsables nationaux, je sais que les élus, les responsables fédéraux, les militants influents du Parti, ont multiplié les réunions locales, sont descendus souvent Jusqu'au niveau de la réalité cantonale - je ne citerai pas ici de départements - canton par canton, pour voir 80 personnes, 120 personnes, abordant les problèmes locaux et très souvent dans ces réunions que l'ensemble du Parti s'est Imposé, nous ne trouvions pas les autres, nous étions seuls sur le terrain.
Je pense, sans que l'on puisse évidemment mesurer l'impact de ce labourage du territoire électoral de la France, que cela a été efficace, effectif et je veux joindre, après Louis Mermaz et au nom du Comité Directeur, mes félicitations à ce Parti qui a su, dans l'unité, dans le rassemblement, se mobiliser ou se re-mobiliser, pour cette campagne électorale du premier tour, qui vaut un gage d'espérance pour le deuxième,
Nous avons su aussi ensemble mettre Valéry Giscard d'Estaing sur la défensive, comme je le disais, et su toucher l'électorat populaire.
On peut donc dire que, quel que soit le résultat du deuxième tour et vous le

savez il existe à cet égard des aléas importants, François Mitterrand, vous-mêmes autour de lui, mais François Mitterrand lui-même aura rempli clairement plus que son contrat pour le Parti une fois de plus.
Deuxième élément d'explication me semble-t-Il, c'est que Giscard d'Estaing a payé sa politique. Ce mouvement de rejet de la politique de Giscard et de l'homme Giscard, que nous avions les uns et les autres senti s'esquisser dans le pays, ce mouvement de rejet que nous avons vu un peu symétriquement, parce que nous avons su le faire surgir de l'aspiration au changement, s'est effectivement manifesté avec une très grande force dans cette campagne électorale.
Je crois que Giscard lui-même a fait une très mauvaise campagne.
Au-delà de sa première intervention télévisée -pour le reste et pour autant que je l'ai vu (je l'ai peu vu à la télévision parce que j'étais le plus souvent en meeting le soir que devant mon poste de télévision) mais je l'ai entendu, je l'ai lu dans la presse, j'ai lu ses thèmes et je crois que très souvent il était hors du réel, d'une certaine façon déconnecté, coupé de la réalité profonde de ce pays, de ses réactions et j'espère que cet état d'inadaptation, lié a la fois à son origine, lié sans doute aussi à la façon dont il a fait vivre le pouvoir plus encore que par le passé en France, lié aussi aux difficultés qu'il rencontrait, je pense que tout cela se retrouvera, et je l'espère, au second tour.
Il a subi avec dureté le choc, lui qui était un homme très protégé, le choc de la controverse et à cet égard, comme élément d'analyse objectif, il est bien évident que la campagne de Chirac a été pour lui destructrice, car cela a été une critique plus insoupçonnable que la critique que l'on pouvait juger automatique à priori de la gauche, que devoir de l'intérieur démonter la superbe antérieure.
La troisième leçon, c'est que Georges Marchais - ou plutôt je dirai la troisième raison de ces bons résultats ou de ces résultats - c'est que Georges Marchais a payé aussi sa politique.
L 'incohérence des thèmes à plusieurs reprises développés par la Direction du Parti Communiste, la contradiction en particulier entre la tenue d'un discours révolutionnaire d'une part, pour les nouveaux militants que l'on essayait de former sur cette ligne nouvelle, pour les jeunes, et la tenue en même temps d'un discours sur l'ordre, avec le thème de la drogue, le thème des immigrés, le thème du contrôle de la population, de la sécurité –(Jean Le Garrec me faisait remarquer tout à l'heure dans un aparté que les positions que nous avions défendues sur l'immigration, position de principe, avaient été finalement bonnes par rapport aux positions du Parti Communiste et cela, pour autant que l'on puisse faire la part de ce qui a joué bien sûr dans une élection, ne nous avait nullement pénalisé que d'avoir développé ces positions de principe de solidarité alors que la Direction du Parti Communiste y avait manqué, cela a été finalement positif, ou ne nous a pas désavantagé donc cette incohérence des thèmes, incohérences, contradiction des thèmes, changement dans les thèmes aussi selon les moments, cette double ligne politique, fondée à la fois sur la volonté de capter un sentiment unitaire dans la Direction du Parti Communiste, on sentait qu'elle était présente, de même que la volonté de décourager, de

diviser, de démobiliser, de ne laisser aucun espoir sur les chances que pourrait avoir, face à Giscard, François Mitterrand.
Cette contradiction constante, je pourrais dire et cet infléchissement aussi, qui s'est produit à partir du 23 mars, passant d'un discours très dur, très sectaire et très fermé, à un discours qui se voulait plus positif, dont nous pensions nous, disons-le, impressionnés peut-être par les sondages, qu'il avait permis à la Direction du Parti Communiste, de re-capter un électorat dont nous avions l'impression qu'il venait sur nous, phénomène qui ne s'est pas produit parce qu'il est possible au contraire qu'en ouvrant ainsi les portes à ce mouvement, ils voulaient justement empêcher cela ; je ne sais pas encore quelles analyses un peu fines il faudra faire, en tout cas tout cela a démobilisé, dérouté les militants et l'électorat du Parti Communiste.
Nous avons d'ailleurs constaté qu'en dehors des grands meetings remuants, sur la base de l'appareil, sur la base de transferts de militants très importants, ceux de Saint-Étienne venant à Lyon, ceux de Lyon venant à Saint-Étienne, usant vraisemblablement leurs militants, en dehors de leurs points les plus forts, les endroits où ils tenaient les municipalités, confrontés à cette difficulté de mobilisation, le fait que cette campagne a été menée davantage par ceux qui entourent l'appareil que par la masse des militants et des sympathisants, a joué en défaveur d'un Parti qui a toujours amélioré ses scores sur la base de ce travail militant.
Ensuite, et je demanderai aux camarades de ces régions éventuellement de confirmer cette analyse s'ils la croient juste, j'ai l'impression qu'un électorat ouvrier ou peut-être même plus largement populaire des zones pauvres de la France, des zones sinistrées, dont nous avions constaté qu'en 1978 il s'était porté assez massivement sur les candidats communistes qui avaient parlé un langage paupériste qui leur convenait, a semblé réagir différemment dans l'élection de 1981 comme si, au-delà du langage ce qui l'intéressait, c'étaient les faits, et comme s'il s'était dit qu'il ne pourrait pas continuer à vivre dans la société telle qu'elle était, qu'il voulait absolument le changement avec Mitterrand, et, de ce point de vue, ne se payant plus de mots.
La Direction du Parti Communiste, dans cette élection, n'a pu surmonter ses contradictions alors qu'au contraire, nous avons su surmonter les nôtres.
Le quatrième et dernier point que je voudrais aborder c'est : à quels problèmes sommes-nous confrontés et que devons-nous faire ? Dans les quelques minutes qui me restent, je vais simplement dégager un certain nombre de thèmes pour la suite de la discussion.
Premier élément : il est bien évident que le résultat du 2ème tour dépendra de notre propre dynamique, de la force que nous donnerons à notre campagne. Je crois, de ce point de vue, qu'il sera utile plus encore au 2ème tour qu'au 1er de bien centrer cette campagne, de bien faire en sorte que la masse des Français se rende compte des enjeux clairs, et non pas - même si ce travail doit être fait sous des formes adaptées quand on écrit à tel ou tel journal, quand on répond à tel ou tel problème - se fixer à l'excès la dispersion du «ciblage» électoral.
Je pense que c'est très important, en tout cas dans la campagne de notre candidat,

même si l'on peut diversifier par ailleurs.
Je crois qu'il faut mener cette campagne en tenant compte qu'une partie d'un électorat ouvrier que nous n'avions pas jusqu'ici, en tout cas dans des campagnes de premier tour, s'est portée directement sur François Mitterrand. Il faut être capable - nous l'avons fait dans la campagne du premier tour - au deuxième tour, de capter, pas du tout par un discours paupériste par un discours misérabiliste, mais en répondant clairement sur un certain nombre de questions qui touchent la croissance, les droits sociaux, les conquêtes sociales que nous présentons, en répondant clairement aux préoccupations de ces ouvriers qui ne veulent pas le tout tout de suite, plutôt qui savent que le tout tout de suite n'est pas possible, qui ne croient pas au tout ou rien - et, de ce point de vue, c'est clairement ce qui a été indiqué dans la défaite de Georges Marchais - qui se disent que ce qu'il n'est pas possible de faire en Pologne ou ce qu'il n'est pas possible de faire dans tel ou tel pays de l'Est, 60 ans après une révolution qui a supprimé le capitalisme, qui l'a supprimé à certains égards (ils comprennent bien que cela ne se fera pas non plus en un jour dans un pays où continuent à exister
des forces économistes et des lois économiques particulières), il faut être capable de leur montrer à nouveau et plus clairement peut-être encore parce que le délai sera plus bref, que, dans quelques jours leur vie peut commencer à changer sur un certain nombre de points précis qui doivent être spectaculaires et que, d'autre part, les discussions seront amorcées, les grandes orientations seront fixées pour l'avenir.
Je crois donc - s'il faut prononcer cette phrase - que ce n'est pas en faisant une campagne, à l'excès, modérée, que nous gagnerons ce deuxième tour. Je crois qu'il faut faire de façon très raisonnable, très maîtrisée, mais plutôt, me semble-t-il, une campagne à gauche.
Il faut montrer l'enjeu et puisque, visiblement, la droite et Giscard essaient de faire jouer à nouveau 1'épouvantail communiste, le choix de société, une société de liberté contre la bureaucratie et le collectivisme, il faut montrer qu'il y a un choix très clair entre une des politiques les plus réactionnaires menées depuis la guerre, et une politique de réforme, de changement progressif, d'arrêt de l'engrenage de la crise économique et de 1' injustice sociale, telle qu'elle se manifeste actuellement.
Donc, il faut reprendre à notre compte ce choix à faire, mais en en modifiant les termes et en marquant extrêmement à droite le discours et la politique de Giscard.
Il faut, bien évidemment, re-mobiliser le Parti ; je crois que ce ne sera pas difficile, compte tenu du résultat du premier tour, mais il faut se remettre en marche tout de suite. Nous avons pour cela envoyé des matériaux, du matériel, un projet de tract à diffuser massivement.
Je voudrais insister sur un point sur lequel Poperen reviendra peut-être. Il semble qu'il manque encore, pour les Fédérations, actuellement, d'orateurs nationaux. Donc, je fais un appel aux dirigeants du Parti et notamment aux membres du Bureau Exécutif, pour qu'ils reprennent le bâton de pèlerin au deuxième tour des élections présidentielles.

Moi, je crois savoir qu'un certain nombre de responsables n'ont pas encore pris suffisamment de meetings, disons, pour des réunions publiques. Il faut répondre à cette nécessité et se remettre en route.
Deuxième élément : le résultat dépendra du vote communiste. Il faut certes l'obtenir. Il serait souhaitable de l'obtenir mais il ne faut pas tout subordonner à cela. Le Comité Central du P.C. se réunit aujourd'hui ; il est difficile d'anticiper sur sa décision. Personnellement, j'ai noté, vous avez noté sur les médias que si les communistes ont dit qu'ils mettaient des conditions strictes au changement, ils n'ont pas mis de conditions au désistement. Je ne dis pas que cela restera vrai ce soir, je dis que, jusque-là, ils se sont exprimés avec la plus
grande prudence, que ce soit Georges Marchais ou les autres responsables.
Je pense que, vraisemblablement, la phrase prononcée par Georges Marchais donnera le ton pour le deuxième tour : "Nous mènerons campagne au deuxième tour, comme nous avons mené campagne au premier tour, pour le changement, pour les ministres communistes, pour les conditions "
Je crois que c'est cette campagne qui sera menée constamment, c'est-à-dire qu'on n'aura pas une campagne des communistes pour notre candidat. On n'aura pas, je crois, une absence de campagne des communistes, on aura plutôt une campagne communiste sur ses propres objectifs et sur son propre plan.
Une hypothèse, ou plutôt mon hypothèse, c'est bien évidemment que la Direction du Parti communiste ne fera rien pour nous faciliter les choses. Mais je crois qu'il faut que nous soyons conscients également qu'ils auront du mal à jouer leur va-tout, c'est-à-dire à prendre le risque absolu, ouvert, spectaculaire, de provoquer d'entrée de jeu, de se donner les moyen de provoquer, d'entrée de jeu, la défaite de notre candidat, d'abord parce que je pense qu'ils apprécient eux-mêmes le résultat du premier tour, qu'ils ont mesuré eux-mêmes la faiblesse de Giscard et qu'ils doivent eux-mêmes intégrer à leur analyse la possibilité de la défaite de Giscard, y compris s'ils tentaient de se mettre eu travers, d'autre part parce que leur politique a été, d'une certaine façon, sanctionnée dans le premier tour, et il n'est pas évident qu'en en accentuant la logique, ils ne paient pas un prix plus cher encore au deuxième tour.
Ils vont certainement mener campagne sur les conditions, sur les ministres communistes. Ils peuvent aussi être amenés à demander, ce qui serait une autre attitude, à nous rencontrer pour discuter. C'est un point sur lequel, évidemment, il faudrait que le Bureau Exécutif prenne une position rapide. Il est trop tôt pour savoir si nous pourrions être confrontés à une proposition de ce type. Je crois personnellement que nous devons être ouverts dans l'attitude, que nous ne devons en rien modifier l'attitude que nous avons eue, ouverts dans 1'etat d'esprit, dans le comportement, comme nous l'avons été sur les médias, pas du tout provocateurs ou triomphalistes. Nous ne devons en rien modifier la position que nous avons définie avant les élections présidentielles.
J'étais intervenu au Club de la Presse ; François Mitterrand avait précisé un certain nombre de choses. Nous avons dit que nous ne négocierions pas avant le deuxième tour des élections présidentielles ; je crois qu'il faut rester sur cette position Cela me parait absolument décisif et nécessaire.

Je pense que nous devons faire campagne pour l'ensemble de l'électorat populaire, c'est-à-dire que c'est plutôt par nos thèmes, nos propositions, les précautions prises pour l'avenir, éventuellement le 10 mai, une position souple sur les discussions possibles qui peuvent s'ouvrir, (nous avons toujours laissé cette porte ouverte), et non pas en espérant entrer dans le jeu d'une discussion, d'une négociation avant le 10 mai, que nous pouvons gagner et l'électorat communiste et, en tout cas, l'élection présidentielle.
Le sort de Giscard - c'est le troisième et dernier élément – dépendra du vote R.P.R. Jusqu'ici, les responsables de ce parti ont été très circonspects. L'analyse de la déclaration de Chirac montre qu'elle est ambivalente, mais je ne crois qu'il faille l'interpréter comme étant particulièrement favorable à Giscard d'Estaing. Quand un homme dit qu'il votera à titre personnel…Qu'il ne peut que voter pour M. Giscard d'Estaing, qu'il votera à titre personnel et qu'il laisse aux responsables, aux militants, aux électeurs qu'il a menés au combat, la responsabilité de décider, je ne crois pas que cet homme prenne une position particulièrement favorable vis-à-vis de son concurrent du premier tour.
Aujourd'hui le groupe parlementaire R.P.R. va se réunir. Demain le comité central de cette institution. Nous en saurons plus à ce moment sur la façon dont se décident les instances, mais j'imagine qu'elles tenteront de s'inspirer de la position prise par Chirac.
Il est bien évident que Giscard et les médias vont insister et ont déjà commencer à insister sur les ralliements d'un certain nombre de gaullistes. Pour la plupart, ils les comportaient déjà dans leu camp.
Cela veut dire que, nous aussi, nous devons faire en sorte d'être capables d'orchestrer les ralliements d'un certain nombre de personnalités que l'on peut considérer comme appartenant à la mouvance gaulliste qui se sont déjà produites ou pourraient se produire, soit qu'ils se fassent sur nos positions, ce qui est le cas d'un certain nombre de personnalités que nous connaissons, soit qu'ils se fassent de façon négative mais claire, comme par exemple l'a fait Le Tac, hier.
Il ne faut pas oublier aussi de montrer, dans notre campagne, que le vote Chirac a été un vote critique. Je crois qu'il n'est pas nécessaire de faire davantage ou, à tout le moins, de dire davantage.
Quant aux autres candidats de gauche, je crois que la plupart devraient - et l'on t déjà indiqué -rallier la candidature de François Mitterrand. Ils l'ont d'ailleurs déjà indiqué avec plus ou moins de force, comme l'ont fait Crépeau et Huguette Bouchardeau. Mais je crois que, là aussi, il faut être très prudent. Nous avons abordé cette discussion au Secrétariat et au Bureau Exécutif. Attention à ne pas accepter des petits candidats, sous prétexte qu'ils veulent nous appuyer, qu'ils veulent nous rencontrer, qu'ils veulent négocier, qu'ils veulent nous présenter des conditions ou nous faire des propositions, attention à ne pas accepter avec eux, sous prétexte qu'ils soit petits, ce que nous ne voudrions pas accepter d'une autre force plus importante à gauche.
Je crois qu'il y a là un problème de méthode et de principe sur lequel il faut être prudent. En tout cas, c'est l'opinion du secrétariat, jusqu'à ce jour.. J'aimerai avoir de ce point de vue l'opinion du comité directeur.

Je termine, je conclus : nous n'avons évidemment pas de certitude mécanique de la victoire, mais nous savons aussi qu'elle est désormais tout à fait possible. Dans ces conditions, c'est avec d'autant plus d'enthousiasme, d'énergie et de dynamisme que nous mènerons la campagne du deuxième tour.
Je souhaiterais que les interventions, les suggestions, les remarques, parfois les critiques faites par les membres du Comité Directeur se fixent d'abord et surtout cet objectif, afin que nous puissions nous retrouver après le 10 Mai dans une situation qui ne serait plus simplement celle du plaisir, de l'attente, de l'espérance, mais celle de la joie et des difficultés à affronter.
(Applaudissements)
Le Président - La parole est à Jean Poperen.

Jean POPEREN
Chers camarades, naturellement je tiens, même si cela a été fait excellemment d'abord par notre Président puis par notre Premier Secrétaire, à dire ici toute la gratitude que nous avons envers François Mitterrand pour avoir mené de façon exemplaire - le mot n'est pas trop fort - cette campagne, jusqu'à ce premier tour, et la confiance que nous exprimons pour la façon dont, à coup sûr, il va la mener jusqu'au succès.
Il est vrai que tout le Parti - si l'on regarde comment les choses se sont passées - mérite d'être associé à ce sentiment que nous avons, d'un travail bien accompli et d'une tâche menée dans les meilleures conditions.
J'ajouterai que nous avons bénéficié, dans de très nombreux départements et sur le plan national, de concours importants et significatifs de gens qui, n'étant pas socialistes, dès le premier tour ont tenu à s'engager publiquement et souvent activement avec nous.
Je dis cela notamment parce que, trop souvent, nous faisons appel à ce genre de concours que nous sommes heureux de trouver au bon moment et qu'il nous arrive de les oublier un peu dès que l'événement est dépassé; d'abord, l'événement n'est pas dépassé, nous sommes au milieu du gué, mais ensuite parce que je crois qu'au-delà de l'événement lui-même tous ces concours seront de plus en plus nécessaires, indépendamment de la gratitude que nous leur devons.
Lionel Jospin a dit - et je n'y reviendrai pas - que mises à part d'inévitables inégalités, comme on dit, et peut-être une lenteur à mobiliser le Parti, que nous avons sentie au départ, qui, à mon avis, était la conséquence d'une trop longue bataille préparatoire à l'élection elle-même - pour la première fois, nous avons abordé l'élection très longtemps avant, puisqu'elle s'est déroulée dans des conditions normales, il y avait donc une certaine usure due à l'attente, au piétinement, -ce n'est que dans la phase de la campagne elle-même que tout le Parti a donné. Mais à mon sentiment, je le répète, il a bien donné.
Alors, sur les rapports d'analyse qui viennent d'être faits et sous réserve de précisions qui pourraient être apportées à la demande de tel ou tel, non seulement par moi-même, mais par des camarades présents dans cette salle, qui travaillent au secteur Etudes d'Opinions et Sondages, et qui ont, d'ores et déjà,

Fondation Jean Jaurès

procédé à des analyses un peu plus fouillées, un peu plus fines, comme on dit, de ce qui s'est passé dimanche,
je voudrais seulement apporter quelques éléments, en vérité complémentaires, car il va de soi que l'analyse qui vient d'être faite et celle, déjà, du Bureau Exécutif, globalement, vont de soi pour les principaux éléments.
D'abord, le recul de Giscard.
Il est important de le dire, de le redire entre nous, puisque vous le savez, j'allais dire depuis dimanche, pas depuis dimanche, depuis vendredi matin, si vous avez écouté par exemple Alain Duhamel, la thèse est que Giscard a tenu son pari, a atteint son objectif, puisque sont objectif à lui, c'était d'être en tête et, qu'il est en tête : par conséquent, il a gagné ! Raisonnement admirable, véritablement, et qui tend à camoufler un recul, qui en métropole est de plus de 4 points et qui est de 4 points en comptant les tripatouillages dont il vient d'être question et dont il faudra bien que nous nous occupions aujourd'hui même, dans les territoires d'Outre-Mer et les départements d'Outre-Mer.
Quatre points, alors qu'il est sortant, il y a ici beaucoup d'élus. Tout, le monde sait qu'un sortant qui fait à peu près son travail a ce qu'on appelle une prime, ou alors, c'est qu'en effet, il ne l'a pas bien fait, et dans le cas précis, si on y ajoute qu'il a disposé de moyens énormes, notamment dans la dernière période, et. qu'il en a usé avec un cynisme connue rarement vu dans le passé, qui a certains égards a dépassé celui que nous avions connu au début de la Ve république, alors, cela donne la mesure de ce recul.
C'est un recul du principal candidat de la droite. Au profit de qui ? Au profit de la gauche, d'une part, et cela veut dire essentiellement, pour ne pas dire uniquement du Parti socialiste, et pour une part au profit de Chirac.
Et là, nous devons y regarder d'un peu plus près, puisque cela nous amené à nous pencher sur ce qu'est devenu l'électoral que j'appellerai la mouvance gaulliste, c'est-à-dire essentiellement Chirac, mais aussi les deux candidats dont le score a été si faible. Il y a, me semble-t-il, une modification de la composition de cet électorat et notamment par rapport à l'électorat de Chaban, et naturellement, il faut y faire attention pour le second tour, l'électorat de Chaban avait réussi à mordre un peu sur les franges à gauche, disons en gros sur le centre gauche, et nous nous en sommes aperçu au second tour, où une partie de ce qu'il avait acquis au premier tour est venue grossir le capital du candidat de la gauche, une petite partie, mais une partie réelle, alors que là, il apparaît que Chirac a surtout gagné sur des éléments de droite, on pourrait même dire souvent plus à droite encore que ceux de Giscard, gagné ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas conservé un acquis assez traditionnel du gaullisme, y compris en milieu populaire, mais enfin une première analyse fait apparaître que Chirac n'a pas progressé comme on aurait pu le craindre à un certain moment de la campagne, et les résultats apportent un démenti à cette crainte, n'a pas progressé en milieu populaire, et notamment en milieu ouvrier.
Par contre, il est certain que, dans ce que j'appellerai les couches moyennes, traditionnelles, liées à la petite entreprise industrielle commerciale et surtout, bien entendu, agricole, là, il a naturellement fait des dégâts, mais compte tenu -

c'est une remarque que je fais en passant, je ne la reprendrai pas dans la dernière partie de mon exposé sur les perspectives du second tour - compte tenu des raisons pour lesquelles ces éléments ont voté d'abord contre Giscard, leur vote est d'abord un vote contre Giscard, c'est-à-dire le sentiment que la politique de Giscard les étouffe, les "prend au kiki", notamment la politique de crédit, contre la protestation, contre la politique de Giscard, alors il faut savoir si un certain nombre d'entre eux ne peut pas être sensible à notre argument, notamment celui qui veut que les expropriateurs, ce sont les banques, et non pas les socialistes, et que les mesures que nous prendrons, en particulier, dans le crédit, doivent nous permettre de leur donner un peu d'air, en même temps que les mesures que nous prendrons pour la relance de la consommation populaire sont une garantie notamment du côté du petit commerce, en même temps que nous développerons les thèmes essentiels de cette campagne dont a parlé Jospin qui doivent être les axes principaux, nous devons être attentifs à ces thèmes, compte tenu de ce qui s'est passé de ce côté-là, c'est-à-dire le décrochage de gens qui, massivement, avaient voté Giscard en 1974 et dont nous avons entendu beaucoup dire dans les semaines précédentes, et nous savons bien qu'ils ne tiennent pas toujours au moment décisif, au moment où ils entrent dans l'isoloir, cet engagement moral, si j'ose dire, beaucoup dire,"en tout cas, nous ne voterons pas Giscard", c'est maintenant que nous devrons transformer cet engagement de conversation qu'ils avaient il y a trois ou quatre semaines, en un acte positif pour le candidat François Mitterrand.

Une remarque, et j'en aurai fini avec Giscard. Nous devons ne pas négliger le fait que lui a pu, dans certaine secteurs - le phénomène est limité, mais il n'est pas inexistant - récupérer une petite p partie d'un électorat de gauche traumatisé par la division de la gauche et par la crise.

Il n'est pas faux ; naturellement, hier-, Revel avec qui je débattais en tirait tout de suite des arguments, mais il n'est pas tout à fait faux. Il n'y a. pas corrélation entre l’ampleur de la crise et notamment du chômage, et la poussé à gauche, au demeurant, cela ne doit pas être pour nous une surprise, la crise et les difficultés des foyers ouvriers ne nourrissent pas toujours un vote plus à gauche, je dirai même plutôt le contraire. Il faut plutôt se réjouir que le phénomène ait été très limité, c'est à porter à notre crédit, mais il faut constater qu’il existe dans certains endroits.

Deuxième remarque : nous ne pouvons pas parler, personne ne peut parler - j'irais vite là-dessus - de percée des petits candidats. Nous avons pu nourrir à tel ou tel moment quelques craintes. Malgré tout, dans l'ensemble, les petits candidats disons de gauche et aussi écologistes, ont plutôt tendance à camper sur leurs positions, voire à les consolider un peu. Encore peut-on: penser que ce que nous avons dit les derniers jours, en particulier la dernière semaine, sans employer la formule, mais sur le thème du vote utile, à savoir qu'il ne fallait faire courir aucun, risque au seul qui pouvait battre Giscard, et non seulement lui faire courir aucun risque, car le risque était faible et nous le ressentions comme faible, mais le mettre en position suffisamment haute pour que les chances de succès soient grandes, ce que nous avons réussi, alors, nous avons d'ores et déjà

beaucoup de témoignages qui prouvent que cela a amené le décrochage d'électeurs qui s'apprêtaient à voter pour tel ou tel des candidats de la gauche, notamment pour Bouchardeau ou pour Laguiller, voire aussi dans certains cas pour Lalonde, et à se reporter d'entrée de jeu sur le vote Mitterrand. Combien avons-nous ainsi ressaisi dans les derniers jours ? C'est très difficile à apprécier je pense que c'est bien de l'ordre d'un point, et ce n'est pas négligeable, malgré tout - ce n'est pas aujourd'hui que nous aurons ce débat, je le livre plus comme une réflexion sur ce qui reste une des faiblesses du Parti Socialiste, il y en a quand même, même dans les grands succès, et qui méritent méditation de tous les responsables ; il. y a ici réunis la Direction politique du Parti Socialiste, beaucoup de Premiers Secrétaires fédéraux - qu'il se soit trouvé un nombre finalement relativement important d'élus comme socialistes, et permettez-moi de le rappeler, parce que socialistes, pour apporter leur caution à des candidats dont tout le monde savait qu'ils nous prendraient des voix à nous surtout et qu'ils risquaient de nous mettre dans une position difficile au premier tour, alors, je dois dire que, moi, je ne l'ai pas encore compris, mais que cette réflexion, elle devra avoir lieu.

Je ne pose pas le problème, contrairement à ce qu'on a dit, trop dit, en termes de tension, en terme disciplinaire. Je pose le problème en termes politiques. Je dis que nous avons couru un risque certain, et ce n'est pas parce que nous y avons échappé que nous devons maintenant oublier l'événement... (applaudissements)... naturellement, nous avons autre chose à faire aujourd'hui, mais cet examen et ce débat devront avoir lieu.

Venons-en, au Parti Socialiste.

A coup sûr, un grand succès. Le mot me paraît approprié. Un grand succès. Depuis la Libération, nous n’avions pas connu ce chiffre, à aucun moment… Et même avant, me dit-on. En fait, dans l'entre deux-guerres. Il faudrait donc remonter plus loin encore. Par conséquent, on peut parler à la limite de succès sans précédent.

Comment apprécier le mouvement qui s'est produit ? Naturellement, il faut faire la part du type de l'élection. Nous sommes là en train d'analyser, nous ne sommes pas en train - je donnerai moi-même quelques arguments - de sélectionner les arguments pour la campagne : nous sommes en train de pousser autant que nous en avons le temps aujourd'hui une première analyse aussi rationnelle que possible. Il faut tenir compte naturellement du type d'élection qui a, il est vrai, tendance à favoriser un peu celui qui peut être justement le mieux placé pour mener le combat de l'une des grandes parties de l'opinion publique. Cela, c'est vrai. il y a cette petite prime Mais je fais observer que quand nous avons marqué beaucoup de succès dans des élections partielles, et notamment cantonales sur un an, quand nous avons gagné les élections partielles de l'automne, nous avons entendu, de la part de nos adversaires de droite, dans tous les débats qui ont lieu à ce moment-là, "bien entendu, le Parti Socialiste gagne les élections partielles, mais il échoue dans les élections générales, et notamment présidentielles, et là, son progrès est tout à fait modeste".

C'est pourquoi je dis que le résultat de dimanche signifie que nous consolidons à

l'échelle d'une élection nationale des progrès que nous avons constatés semaine après semaine dans les élections locales, en tout cas cantonales, et que nous avions vérifiés dans les élections législatives de l'automne. Je ne veux pas grossir l'événement, il est déjà par lui-même suffisamment gros, mais je dis que nous devons l'apprécier comme tel, c'est-à-dire un phénomène plus structurel que conjoncturel, accidentel. Il correspond à une progression constante dans toute la dernière période du Parti Socialiste. La montée qui s'est poursuivie pratiquement sans interruption depuis notre constitution en nouveau Parti Socialiste à Epinay, cette montée se poursuit et à l'occasion d'une élection comme celle-là, qui si elle nous donne par certains côtés une prime est aussi, nous le savons, une élection difficile dès lors qu'elle a ce côté plébiscitaire au bénéfice du candidat sortant.

La deuxième remarque qui a déjà été faite par vous tous, au demeurant, dans vos propres régions, parce qu'elle est éclatante, c'est que nous avons gagné partout, pratiquement partout. Il y a comme toujours des élections, bien entendu, et cela c'est l'affaire des Sections et des Fédérations de savoir pourquoi il y a telle ou telle exception, mais je dirai qu'il n'y a pas vraiment d'exception catégorielle significative au niveau de tel ou tel groupe, mais notre progression la plus forte, elle est généralement dans les zones populaires, y compris en milieu ouvrier. De 1'analyse que nous pouvons faire à l'heure actuelle, je vous demande non pas de la prendre comme une conclusion définitive, mais comme une hypothèse sérieuse que formulent notamment les camarades dont j'ai parlé tout à l'heure qui travaillent sur ces élections, c'est qu'il semble bien que nous soyons maintenant, du point de vue électoral, pas par exemple encore du point de vue composition, mais du point de vue électoral, le premier parti ouvrier de France, ce qui. n'est pas non plus une mince constatation.

Evidemment, cette constatation nous amène à dire qu'il y a un rapport: très étroit, et comment n'y en aurait-il pas, avec le dernier élément d'analyse, c'est-à-dire le mouvement des voix communistes, sur lequel beaucoup déjà a été dit depuis dimanche soir, et comment là aussi ne l'aurait-on pas dit compte tenu de l'ampleur du phénomène ?

De la même façon que notre progression est pratiquement générale, le recul du Parti Communiste est pratiquement général puisque les seuls deux départements, vous l'avez lu dans la presse, où. il enregistre une très légère progression, sont la Haute-Corse et la Lozère, qui n'avaient jamais passé jusqu'ici pour des bastions du Parti Communiste français, ni d'ailleurs sans que ce soit vexant pour ces deux départements deux bastions du mouvement ouvrier, en général. Partout ailleurs, il recule, mais il recule surtout dans Les zones populaires et en milieu ouvrier. Cela c'est ce qui ressort de 1'analyse la plus grossière faite au niveau national et dès qu'on descend au niveau d'un département et des diverses localités du département, voyons la Seine-Saint-Denis, voyons les banlieues de presque toutes les grandes villes, c'est le même phénomène, c'est là que le recul est le plus fort et il est fort aussi dans des secteurs traditionnellement à gauche, de vieille implantation de gauche, où nous avions dû récemment céder beaucoup de terrain, ce n'est pas vrai partout d'ailleurs, et pour une part, où nous le reprenons,

je citerai deux cas, la Haute-Vienne et l'Allier, par exemple. Nous ne le reprenons d'ailleurs que partiellement le terrain ce qui veut dire qu'il y a une évasion ailleurs, à droite, naturellement, en même temps, et c'est également un enseignement dont il faut tenir compte, mais enfin, en gros, le recul est général, il est important, et il est surtout en milieu ouvrier. Alors, là, comment l'analyser ? Je vous demande que nous nous mettions bien d'accord là-dessus parce que, du coup, c'est très important pour ce que nous disons et avons commencé à dire.
Naturellement, il y a eu le réflexe du vote utile. Bien sûr, il a pu jouer. Combien ? Difficile de l'apprécier.
Mais si on regarde ce qui s'est passé les mois précédents de la même façon pour le parti socialiste, nous avons fait le calcul sur neuf mois pour les élections cantonales, le recul communiste est de 4%. Je mets donc en garde ceux de nos camarades qui vont avoir à s'exprimer à tous les niveaux, national ou local, sur une sorte de privilège donné dans l'analyse au phénomène du vote utile. Non, il y a un recul structurel du Parti Communiste. C'est en réalité une partie importante de l'électorat communiste qui a voté contre la politique de division des dirigeants communistes et le progrès que nous avons marqué, a contrario, il est la ratification de notre politique d'union, de rassemblement populaire.
Pour l'essentiel, je ne dis pas en totalité naturellement, c'est un choix politique et à partir de là cela veut dire que si nous travaillons comme nous devons travailler, la plupart de ces voix que nous avons gagnées, nous les garderons.
L'idée que j'ai un peu entendu développer suivant laquelle il y avait eu vote utile, mais qu'une partie importante de ces voix, on la reperdrait à la première occasion, moi je n'y crois pas, nous les reperdrons ces voix si nous le voulons bien, si nous faisons ce qu'il faut, la plupart de ces voix, nous les retrouverons et l'idée selon laquelle lorsque le parti Communiste a un grand choc, il se retrouve, d'abord ce n'est pas vrai, après 1958 il a récupéré partiellement ce qu'il avait avant mais pas la totalité, et il avait perdu à droite, là il a perdu pour le Parti socialiste, je ne vois pas pour quelle raison sérieuse, il récupérerait une partie notable de ses voix. C'est là un point sur lequel nous devons être bien d'accord pour la suite et pour tout de suite.
Dernière remarque sur toute cette analyse : malgré tout, ne nous laissons pas aller à une euphorie sans limites. Il reste que dans un certain nombre de cas et un nombre relativement élevé, la déperdition communiste ne s'est pas portée tout entière vers le parti socialiste et donc qu'elle a, dans un nombre de cas appréciables, alimenté la droite, essentiellement, semble t-il, plutôt Giscard
Evidemment quand on se livre aux exercices auxquels s'est livrée la direction du Parti communiste sur son propre corps politique, cela ne peut pas être sans conséquences pour la gauche dans son ensemble.
Alors, maintenant à partir de cela et telles que se présentent les perspectives du second tour, je ne reprendrai pas tout ce qu'a dit à propos des hypothèses qu'on peut faire sur le comportement, soit des dirigeants communistes, soit des dirigeants du R.P.R., Lionel Jospin, qui m'a paru tout à fait juste et mesuré comment cela se présente-t-il ?
Si on fait la balance - mais je dirai tout à l'heure pourquoi cette approche est

elle-même très discutable, je commence par le faire comme un élément de notre recherche collective - les voix de l'ensemble de la gauche au 1er tour de 1974, c'est-à-dire les voix du candidat commun plus celles de l'extrême gauche faisait 45,96. Nous sommes cette fois, pour l'ensemble de ces voix à 46,94. Mais dans le même temps à droite, au 1er tour de 1974, il y avait 52,54, et il y a cette fois 49,14.

La différence, plus grande à droite qu'elle n'est à gauche s'explique par la progression sensible, appréciable des voix écologistes qui sont passées de 1,32 à 3,88.

Je veux simplement dire par là que, compte tenu du résultat que nous avons eu au second tour de 1974 il est évident que les possibilités sont aujourd'hui plus importantes incontestablement, et dès lors, moi, je me permets d'exprimer comme appréciation, mais je prends la même précaution que celle qu'a prise Lionel, qui m'est personnelle, parce que le temps consacré à ces discussions depuis dimanche est trop bref et n'a pas pu être collectif; pour le moment, je ne crois pas pêcher par trop d'optimisme d'habitude, il me semble que la probabilité du succès est un peu plus forte que l'autre hypothèse.

Je le dis comme je le ressens, pas du tout, parce que - je crois que ce n'est pas nécessaire entre nous - pour monter un moral qui est très haut.

Je crois que c'est la réalité dont nous devons être conscients et que si beaucoup de choses dépendent des autres, beaucoup tout de même dépend de nous aussi, si nous avons ce sentiment ; je répète que cela dépend un peu de nous et pas seulement des mots d'ordre, d'autant que Lionel a bien montré comment les mots d'ordre du côté du R.P.R. - et ce n'est pas impossible qu'il en soit de même de l'autre côté -sont d'un grand flou, on s'enveloppe d'un évident brouillard.

Par conséquent, cela dépendra des courants politiques qui vont passer et moi, à première vue, et au vu des résultats mon sentiment, c'est qu'il est vraisemblable que le déchet du côté R.P.R. sera plutôt plus fort qu'il ne sera du coté communiste après le résultat que nous avons eu.

J'ajoute qu'un des grands arguments souvent entendu avancé par la droite, c'est la réserve abstentionniste, il y en a une si on compare à 1974 mais il apparaît bien qu'une partie non négligeable de l'électorat communiste, celui qui n'a pas voté socialiste au premier tour sans avoir voté communiste naturellement ou qui n'a pas glissé à droite, s'est abstenu. L'examen de communes de la Seine-Saint-Denis, de la banlieue de ma propre région est tout à fait net, puisque dans des communes à direction communiste, le pourcentage d'abstentions est de 10%+ plus fort que la moyenne nationale.

Il est donc raisonnable de penser que ces abstentionnistes là, si nous faisons ce qu'il faut, pour une partie importante, se mobiliseront au second tour.

Alors, que faire ?

A ce qui a pu être dit déjà et au tableau que va présenter Quilès, j'indiquerai seulement en supplément ceci : d'abord, bien sûr, une grande sérénité de notre part telle qu'elle a marqué notre campagne et d'abord celle du candidat, et je ne pense pas que de ce point de vue il ait l'intention au contraire de changer.

Face à tous les moyens qui seront employés, déjà hier soir Laurent Fabius a pu

faire la somme de ce qu'avaient été les irrégularités grossières, scandaleuses, commises sur les chaînes de télévision en faveur du candidat sortant, cela passe toutes les bornes connues jusqu'ici, il est très important que nous réagissions à tous niveaux.
Les provocations ne sont pas à écarter tout à fait et puis argumenter sans, me semble t-il, se mettre beaucoup martel en tête pour modifier ce que nous avons dit, le dire d'une manière plus forte et plus simple, parce que nous avons peu de temps pour le faire, ne pas trop entrer dans le détail.
D'abord, rappeler que si nous en reprenions pour sept ans, ces gens là se croiraient tout permis, avec ce que cela signifie, notamment du côté des travailleurs dans les entreprises. Je crois qu'il faut le dire avec grande force et, hélas, nulle part, nous ne manquons d'exemples pour le démontrer, compte tenu de ce qui a s'est fait les mois précédents.
Deuxième thème : toutes nos propositions les plus mobilisatrices celles qui tout simplement ont trait au niveau de vie des gens et notamment des plus défavorisés, ce que nous ferons, ce que fera le Président socialiste dès les premières semaines par la voie réglementaire, ce qu'il peut faire sans plus attendre, en particulier en ce qui concerne le SMIC, les retraites les plus basses, l'engagement de la discussion sur les 35 heures dans les formes que nous avons dites, pour les raisons que nous avons dites, par rapport à la démagogie communiste ou aux candidats gauchistes.
Ce que je disais par rapport au secteur petites entreprises où, là, nous avons argumenté avec succès pour une part me semble-t-il, si nous le faisons sans plus tarder. Et puis, le thème bien sûr du rassemblement populaire qui peut cette fois se faire et se faire majoritairement.
Quant aux méthodes, il y aura peu de grande meetings, et je pense que de ce point de vue les endroits où nous avons retenu d'en faire avec le candidat sont ceux où nous ne nous étions pas portés de cette façon au 1er tour qui représentent quelque chose d'important pour des raisons diverses t Montpellier, Nantes, Mulhouse. Ailleurs, je renouvelle l'appel de Lionel, il faut beaucoup de présence.
Vous savez, ce que nous avons gagné, nous l'avons gagné cela a été dit, redit, par le candidat, par ses apparitions télévisées et aussi par ce travail de fond dont nous avons dit qu'il devait être un travail de fourmis et qui l'a été, les innombrables réunions tenues. il faut intensifier cet effort, c'est vraiment le corps à corps, il faut voir beaucoup de gens, les voir un à un, quand il y a encore des hésitations. Les comités de soutien, ce n'est pas le moment de les laisser s'endormir, il y a de nouvelles adhésions possibles et qui, d'ailleurs, ont commencé à tous les comités de soutien, national ou locaux.
Il y a des gens qui entrent dans la bataille, hier il est venu des gens d'horizons très divers au siège du Parti disant : on a voté ainsi au 1er tour, mais on veut voter pour vous. Ceux qui sont venus n'avaient pas voté communiste au 1er tour, mais on verra…
Si tout cela est fait, je crois que l'hypothèse que j'avançais tout à l'heure, le succès me parait un peu plus probable comme hypothèse à retenir et je ne veux

Fondation Jean Jaurès

pas enfler le ton, je dis un peu plus probable, cela doit devenir le succès.
Je crois aussi, et ce sera vraiment ma conclusion, qu'à nos camarades, à nos amis, à ceux autour de nous et à ceux qui n'ont pas voté pour nous, il faut faire sentir ce que va être ce grand moment, après tout ce que nous avons connu de difficultés, de déboires, disons le, d'échecs, après tout de même tant d'années de ce pouvoir et notamment de Giscard, cela va être un grand moment et rien ne doit être négligé par des hésitations ou bien enfin des réflexions hors de propos au dernier moment, il faut que nous gagnions.
Il faut entraîner avec nous cette marge d'hésitants qui fait toujours la décision et dont certains vont hésiter, vous le savez, jusqu'au dernier jour, mais que nous pouvons atteindre dans ces deux semaines, dans ces douze jours pour qu'ensemble nous le vivions le grand moment et naturellement la suite.
(applaudissements)

Le Président - J'ai déjà quelques inscrits, on va essayer de tenir le débat jusqu'à 13 h.
La parole est à Luc Soubret.

Luc SOUBRET
Je tiens à dire l'intérêt pour ce comité directeur de beaucoup de camarades, non seulement du Parti, mais même en dehors.
Je ne sais pas si vous êtes comme moi, depuis hier j'ai reçu énormément de coups de fil pour m'interroger sur le Comité directeur, et de la part des camarades pour dire ce qu'ils souhaitaient que l'on dise.
Alors je vais vous le dire, et je crois que c'est d'autant moins négligeable que les camarades qui nous ont entourés dans Midi-Pyrénées, comme ailleurs, d'ailleurs, ont fait une bonne campagne. A propos de ce que disaient Lionel Jospin et Jean Poperen tout à l'heure sur la campagne sur le terrain, on peut dire que même des départements comme l'Aveyron où nous sommes très faibles, ont marqué des points considérables et ont augmenté parce que précisément il y avait eu une bonne campagne.
La première réflexion, c'est qu'aujourd'hui les gens qui ne nous ont pas été favorables au premier tour soit moins figés qu'en 1974 et c'est ainsi que les camarades pensent qu'on peut dégeler beaucoup de monde, ce qui n'était pas arrivée en 1974.
Sur la campagne de proximité sur le terrain, il faut constater aussi que les départements sont de nouveau preneurs, Lionel Jospin l'a dit, d'orateurs nationaux, sont à nouveau preneurs de différentes manifestations.
Ensuite le contenu de ce que nous avons à dire : cela m'a fait plaisir de l'entendre, dans la mesure où les préoccupation de répondre concrètement pour rassurer les gens sont les nôtres également. Il y a un tas de catégories sociales qui ont besoin qu'on leur dise concrètement ce que nous allons faire dans les semaines qui viennent, parce que pendant ce temps là la Droite, elle, essaie de leur faire peur.
Ensuite, dans la mesure où nos camarades se soucient de ce qui se passera au

Fondation Jean-Jaurès

niveau national, là je crois qu'il faut que je vous le dise, beaucoup sont hostiles à l'idée d'un débat télévisé tel que l'a proposé Giscard. Je crois qu'il faut qu'on le sache et qu'on tienne compte de ce qui se dit; en tous cas j'ai mission, moi, de vous le dire.
Pourquoi ? Parce que d'abord ce débat télévisé ne leur apparaît pas comme une nécessité impérative. Ils pensent que nous avons un tas d'arguments qui permettent de le refuser. Il y a des arguments pédagogiques, sur notamment la colonisation des médias, sur les truquages de Giscard, sur le fait que c'est un candidat qui est à l'heure actuelle en train de se démonétiser.
Nous considérons que les conditions ne sont pas remplies pour qu'un débat télévisé soit objectif. C'est un souci que j'ai rencontré, et cela m'étonnerait qu'il n'y ait pas d'autres camarades dans cette salle qui aient entendu les mêmes échos. Et cela, je pense qu'on peut le dire entre nous.
Ensuite nos camarades attendent la dénonciation des manœuvres en cours, et tout à l'heure Jean Poperen l'a dit, la dénonciation notamment de ce qui se passe à la télévision, et entre autres hier Chaban-Delmas s'est étalé pendant quatre minutes, montre en main, et il y a eu beaucoup de choses de ce genre…
II y a aussi l'idée que nous devons, pas le candidat mais nous, continuer à ternir l'image de Giscard. Il y a autour de nous beaucoup de gens qui pensent que nous n'avons pas assez montré l'immoralité du personnage, non pas en revenant sur de petites affaires de diamants, mais sur sa politique africaine dans son ensemble.
Il y a l'idée que c'est un candidat qui doit repousser les gens. Il dégoûte un certain nombre d'électeurs, et notamment d'électeurs de Chirac, et il faut renforcer ce dégoût.
Il y a donc là, je crois, des pistes à trouver.
Enfin, et je m'arrêterai là pour être bref, sur les comités de soutien, il y a le souci aussi de mettre en avant les comités de soutien, et le sentiment que au niveau national tout apport nouveau doit être exploité par les comités de soutien grâce auxquels nous pourrons avoir des répercussions dans les départements.
J'ai dit des choses qui peuvent paraître un peu simplettes, mais dans la mesure où elles sont dites par des gens qui ont été sur le terrain depuis deux mois, et qui ont fait la preuve, je crois, que certaines d'entre elles devaient être entendues, je me permets d'insister sur l'importance dans les conversations des camarades de nos arguments concernant le débat télévisé.

Le Président.- Merci.

COFFINEAU
Je voudrais très rapidement, et cela a déjà été évoqué par Poperen, dire que pour le second tour une grande partie de la bataille se joue de nouveau avec les travailleurs, et avec les travailleurs pas seulement chez eux, cela on sait le faire, mais avec les travailleurs à la porte de l'entreprise.
Je crois que dans l'analyse il n'est pas faux de penser q'une grande partie du succès de François Mitterrand s'est fait chez les travailleurs, ceux qui notamment

votaient communiste avant, mais aussi ceux qui votaient à Droite.
Mais je crois que ce qui est important aujourd'hui, c'est de constater que le pilonnage de Marchais sur le fait du glissement à Droite du Parti Socialiste n'a pas marché parce que notre position a pu rester une position claire, parce que François Mitterrand a fait une campagne extrêmement claire, nette, à. Gauche, et je crois que cela a été un élément très important du fait que les travailleuses et travailleurs de notre pays se sont retrouvés sur François Mitterrand, et donc n'ont pas écouté le discours des Communistes, bien que ce discours ait été quand même assez astucieusement fait de leur point de vue.
Je crois qu'il est important aussi de noter qu'il y a eu de la part des sections d'entreprise, et aussi de nombreuses sections locales, un gros effort qui a déjà été fait à la porte des entreprises, près de 3 millions de tracts distribués plus tous les tracts locaux, mais que c'est aussi le résultat d'un travail en profondeur entrepris depuis longtemps*
Donc je vais très fortement dans le sens suivant : c'est une ligne très à Gauche qu'il est important de développer dans ce deuxième tour.
Je le dis d'autant plus que j'ai quelque crainte - j'espère me tromper - que certains de nos camarades, pas forcément ici, au Comité directeur, mais je l'ai déjà entendu, soient un petit peu tentés par le type d'analyse que faisait Perdriel hier matin, à savoir que cette victoire importants au niveau des Socialistes, au niveau des voix de François Mitterrand serait l'espoir d'un rassemblement qui irait plus vers le Centre que vers la Gauche.
Cela a été caractérisé par le fait qu'après tout pourquoi les nationalisations ? La sidérurgie, cela suffit bien, etc.
Je sais bien que c'est Perdriel qui n'est pas Socialiste qui a dit cela. Mais si, comme je l'ai déjà entendu, certains de nos Camarades reprenaient un peu cette idée, je dis qu'au niveau des travailleurs, ce serait f… !!
Tous ceux qui nous rejoignent en ce moment, je suis d'accord avec Poperen, ce n'est pas par le vote utile, cela c'est l'explication de Marchais qui veut se dédouaner vis à vis de son Parti. C'est parce que nous apparaissons plus qu'autrefois peut-être plus capables de répondre s leurs aspirations.
Dans ce sens, je dirai en dernier qu'il me parait important qu'une certaine ouverture soit faite aujourd'hui, encore faut-il voir sous quelle forme, de telle Manière que les travailleurs, et particulièrement ceux qui ont voté Marchais, n'aient pas le sentiment qu'il n'y aura aucune possibilité de gouvernement à Gauche Socialiste et Communiste.
Je suis entièrement d'accord pour dire : aucune négociation aujourd'hui. Entièrement d'accord pour dire que cela se fera autour des législatives, avant, après, Je n'en sais rien. Mais si ces camarades, si ces travailleurs ont le sentiment, et on va essayer de le leur faire avoir, qu'aucun espoir n'est permis, je crois que ce serait très mauvais, très malsain.
Or là aussi j'ai entendu quelques déclarations deci delà dans les départements, qui donnaient l'impression que pour les Socialistes, c'était terminé, que la victoire des Socialiste était suffisante aujourd'hui pour se passer définitivement et des Communistes et des travailleurs qui leur font confiance.

Je voudrais simplement dire que si on peut aujourd'hui dire quelque chose qui puisse apparaître comme une ouverture dans ce sens, cela m'apparaîtrait à moi extrêmement utile pour notre campagne du deuxième tour.
Le Président - Merci.

Laurent FABIUS
Chers camarades, je voudrais insister sur deux points différents, mais qui me semblent aussi important l'un que l'autre.
Le seul argument qu'a maintenant la Droite pour essayer de s'en sortir, c'est évidement la peur. Le thème de Giscard d'Estaing est choisi, François Mitterrand est prisonnier des Communistes, c'est un collectiviste, c'est un bureaucrate, il faut donc l'empêcher d'arriver au pouvoir.
Je pense que par rapport à ce thème de la peur qui est tout de même très fort, il n'est pas suffisant que nous ayons des arguments uniquement positifs à développer, et la proposition que je fais, rejoignant d'ailleurs tout à fait les propos de Lionel et de Jean, c'est que nous aussi nous insistions sur le rejet, et sur une autre forme de peur. Je vais m'expliquer.
Je pense que nous avons intérêt, dans les jours qui viennent, à montrer d'une façon plus précise que nous l'avons fait jusqu'ici les conséquences tragiques d'une réélection de Giscard d'Estaing, à la fois bien évidemment sur le chômage, et nous avons commencé à le faire, mais encore faut-il le préciser, mais aussi sur la remise en cause d'un certain nombre de droits acquis, dans le secteur privé comme dans le secteur public allant même jusqu'à dire, ce que j'entends autour de moi dans ma circonscription, que si Giscard d'Estaing est réélu cela ne pourra pas durer comme cela, et qu'il y aura nécessaire ment une explosion sociale.
Ce sont des termes que l'on entend autour de nous, qu'il s'agisse de la Gauche ou d'ailleurs de milieux conservateurs, les gens nous disent : si Giscard est réélu, il y aura une explosion sociale, et l'explosion sociale se retourne toujours contre la démocratie.
C'est pourquoi je suis partisan que nous exploitions ce thème du rejet, et j'allais dire d'une contre-peur. Il faut qu'à la peur créée par l'éventualité d'une arrivée au pouvoir de François Mitterrand, nous répondrons sur ce terrain, nous créons nous-mêmes une réaction de rejet par rapport à Giscard. Ceci n'est pas encore suffisamment fait.
Il faut que comme dans un piège électrique, que l'on touche, les gens sachent que mettre un bulletin Giscard dans l'urne, cela veut dire oui au chômage, oui à un certain nombre de choses, oui à la remise en cause des acquis sociaux, oui peut-être à l'explosion sociale.
C'est pourquoi je pense qu'il est très important qu'à la fin de la semaine, et je pense pour ma part que cela devrait être fait dimanche, en contrepoint du grand meeting qu'organise Giscard à la Porte de Pantin, il faudrait qu'un certain nombre de nos camarades connus pour leur compétence, leur objectivité, se réunissent d'une façon assez solennelle et montrent ce que seraient les conséquences d'une réélection de Giscard.
Nous n'allons pas contrer Giscard sur le terrain des meetings, s'agissant des

Fondation Jean Jaurès

meetings de Pantin, il faut donc que nous opposions à la peur qu'il va vouloir créer dimanche, "François Mitterrand, le collectivisme", une autre peur d'un autre genre, plus calme, peut-être plus profonde, sur les conséquences de sa réélection.
Voilà le premier thème que je voulais aborder.
Le deuxième thème, lui est tout à fait dans mon domaine de compétence au sein du Parti Socialiste. Je voudrais insister sur ce point et je dirai même qu'aujourd'hui c'est peut-être le thème numéro un.
Chers camarades, parmi les principaux obstacles à l'alternance, aujourd'hui, peut-être le premier d'entre eux, il existe, vous le savez comme moi, le système de l'information. Or ce qu'on voit se dérouler depuis dimanche, et notamment dans la journée d'hier, dépasse tout ce que nous avions connu.
Je voudrais en donner quelques exemples que je distribuerai ensuite à chacun d'entre voua.
Antenne 2, journal de midi : déclaration de Chirac, déclaration de Giscard, déclaration de Marchais, mais on ne reproduit pas la déclaration de François Mitterrand.
TF1 ; journal de midi : une interview, le porte-parole de chacun des candidats restant en lice : Lionel Jospin 1 minute 30, Jean-François Deniau 5 minutes.
Antenne 2, l'après-midi : interruption des programmes pour un émission spéciale consacrée a la déclaration de Chaban en faveur de Giscard.
TF1 le soir : Je ne sais pas si ceci concerne seulement la région parisienne ou l'ensemble de la France, vous allez me le dire : parmi toutes les déclarations prises, déclarations télévisées de François Mitterrand, brouillés et déformées.

Dans la Salle - Oui, oui !

Laurent FABIUS - Europe 1, journal de 19 h qui dure une demi-heure : pas un mot du candidat socialiste.
Enfin, hier soir, document télévisé envoyé aux Antilles concernant la soirée du 26 avril, le document dure 20 minutes. Il y a 30 secondes pour François Mitterrand.
Cela, c'est une journée de télévision.
Je ne sais pas si s'agissant du reste de l'Outre-Mer on a fait à la proportionnelle des voix, mais même à la proportionnelle des voix, cela nous fait plus que 30 secondes sur 20 minutes.
Je pense que ceci n'est qu'un élément parmi d'autres.
Aujourd'hui, mais ceci ne peut pas être abordé malheureusement, le journal télévisé d'Antenne 2 ce soir est consacré à Georges Marchais. Les télévisions ont refusé que pendant la durée du temps qui s'écoule depuis dimanche jusqu'à vendredi, ouverture de la campagne officielle, on considère ce temps comme temps de campagne, à l'intérieur duquel il doit donc y avoir égalité absolue entre un candidat et l'autre, et elles ont dit : pendant tout ce temps, e'est l'actualité qui prime… Et l'actualité s'appelait hier le meeting de Dôle, hier la déclaration de Chaban, aujourd'hui la déclaration de Marchais, l'actualité prise sans

Collection Jean Jaurès

considération de l'égalité des temps.
Ajoutez à cela que dans les informations que nous avons tous les hebdomadaires et les quotidiens, et ils sont rares, qui nous soutiennent, sont menacés et pénalisés, que les conditions d'un face à face telles qu'elles sont préparées par la télévision pour l'opinion publique nous mettent dans une situation incroyable !
Je crois donc, et je pèse mes mots, qu'il faut qu'à partir d'aujourd'hui nous engagions une campagne au sang contre l'information télévisée.
Faisons attention à ceci, c'est que de même qu'il faut que nous perdions l'habitude d'appeler trop François Mitterrand la candidat socialiste, il est un peu plus que cela aujourd'hui, de même il faut que dans toutes nos déclarations sur le scandale de l'information télévisée, nous mettions hors de cause les journalistes, car si noua créons une réaction corporatiste qui existe dans n'importe quelle profession elle risque de se retourner contre nous. Ce dont il s'agit, c'est de la mainmise du pouvoir giscardien sur la direction de l'information. C'est de cela qu'il s'agit.
Il faut expliquer, et là encore ce sont me semble-t-il des expressions qu'on peut reprendre, que l'on viole la démocratie, que ce qui se passe est indigne, que Valéry Giscard d'Estaing confond la télévision et les terrains de chasse du Centrafrique, que nous pouvons aujourd'hui gagner mais qu'on cherche à introduire dans les esprits tout ce qui peut contribuer à éviter la victoire du candidat du changement.
Je propose pour ma part comme mesures immédiates d'une part que nous élevions solennellement une plainte auprès du Conseil Constitutionnel et de la Commission de Contrôle des Elections ;
d'autre part, que le Comité Directeur réuni ce matin fasse un texte qui s'élève avec précision et grande vigueur contre les éléments d'information que je viens d'indiquer. Par ailleurs, que des dispositions ayant été prises, - je demande que les choses restent entre nous - Pierre Mauroy s'exprime en direct à 13 H 10, il en est d'accord je le sais, en donnant aux millions de Français qui le regarderont des exemples précis et concrets, rapprochant cela peut-être d'ailleurs, d'un autre truquage qui est celui de l'Outre-Mer. Enfin, que nos responsables, dans toutes leurs prises de parole, commencent par donner des exemples sur ce qui concerne la journée du 27 Avril, que nos militants soient invités à téléphoner et à écrire directement aux chaînes et aux radios pour dénoncer le scandale qui existe, que nous fassions juge l'opinion publique en lui disant à chaque fois que vous verrez M. Giscard d'Estaing, dites vous bien qu'il s'agit d'un truquage et d'une pression.
Chers camarades, je n'ai à convaincre personne d'entre-vous, Je voulais seulement dire cela parce que je crois profondément que nous pouvons gagner, mais que l'une des principales choses qui, aujourd'hui peut nous faire perdre, c'est le système giscardien de l'in,formation !
(Applaudissements),
Le Président – Carasus

CARRASUS
Tout d'abord, sur le recul du Parti Communiste je suis assez d'accord avec ce qui

a été dit par Poperen notamment, à savoir qu'on n'a pas intérêt à faire l'équation entre le recul important du Parti Communiste et notre propre progression puisque cela ne correspond pas à la réalité et aux chiffres, ni à l'attitude des électeurs communistes.
Je pense qu'il y a effectivement un grand nombre d'électeurs communistes qui, au premier tour, ne se sont pas déplacés et je crois que cela laisse des réserves non négligeable pour le 2ème tour.
Ceci est dû, je pense, à des hésitations, à des désaccords avec la ligne politique du Parti Communiste et, pour autant, à une certaine hésitation pour, dès le premier tour, aller vers la candidature de François Mitterrand, mais je crois qu'il y a là des possibilités pour le 2ème tour et il me semble que c'est à étudier de plus près, notamment dans les département où l'on voit bien que le taux d'abstention et la baisse du Parti Communiste nous montrent qu'il y a là quelque chose à prendre en compte pour le 2ème tour.
Je voudrais dire aussi que je partage l'opinion d'autres camarades et de Lionel Jospin qui, dans une interview, disait que, sans doute, bon nombre de communistes avaient voulu voter utile dès le premier tour. C'est sans doute vrai pour une part mais je pense qu'on a, y compris publique, intérêt maintenant à nourrir un autre discours, celui d'une position d'électeurs communistes qui, dès le premier tour, ont voulu voter unitaire, et que cet élan qui, déjà s'est affirmé, dès le premier tour, peut être concrétisé au 2ème et cela dépend de nous. Je ne reprends pas là ce qu'a dit notamment Michel Coffineau, mais il y a nécessité, comme cela a été dans le rapport tout à l'heure, de se battre sur des positions claires.
Je pense qu'il serait dommageable - au delà de la critique qu'il faut faire et continuer de faire dans les termes qui viennent d'être évoqués par plusieurs camarades sur le bilan de Giscard, qui serait encore plus catastrophique pour les années à venir - de mettre pour autant sous la table les propositions que le Parti a faites, que le candidat du Parti a faites au premier tour, qu'il nous faut continuer à affirmer, notamment les propositions d'avancée sociale, les 35 H, enfin tout ce qui a été évoqué au cours du premier tour, sur le thème du rassemblement populaire et la nécessité de rassembler.
Comme cela vient d'être dit, je pense que tout le discours de la Droite et de Giscard va constituer à tenter de faire peur, à partir de : "avec qui voulez vous gouverner ? Vous êtes obligés de gouverner avec les communistes."
Il me semble que là-dessus il nous faut être offensifs vis à vis de la volonté que prétend avoir le candidat sortant d'être le "rassembleur des français".
Comment se présenter comme rassembleur quand on exclut a priori une partie importante de l'opinion et des travailleurs français ?
Mais plus encore, il me semble que tous les discours qu'a tenus durant le premier tour le candidat sortant Giscard d'Estaing, doivent être aujourd'hui utilisés contre lui.
Les 9 candidats ont été traités de candidats qui se présentaient contre la France, qui critiquaient la France. Autrement dit, il y a 70 % des Français qui ont été insultés à travers les déclarations du Président sortant.

Il me semble qu'aujourd'hui, Giscard se présentant comme le rassembleur de ces Français là, c'est une gymnastique difficile à faire, si nous continuons à rappeler effectivement ce discours du candidat sortant.
Enfin, Je voudrais en venir au problème des médias ; j'avais prévu d'intervenir sur ce problème avant l'intervention de Laurent Fabius mais je l'évoquerai à propos du face à face. Une chose m'a un peu gêné, je ne sais pas s'il est là, mais Gaston Defferre dans l'explication qu'il a donnée sur un éventuelle refus ou sur les interrogations que nous avions à propos du face à face télévisé proposé par Giscard d d'Estaing, a dit notamment "on ne peut pas juger un homme d'Etat simplement sur son passage à la télévision", ce qui sous-tendait - je n'ai pas entendu la déclaration dans sa totalité - que la présentation de François Mitterrand en 1974 avait été plutôt modeste. Je ne partage pas du tout cette opinion.

GASTON DEFERRE - Je n'ai pas dit cela

CARRASUS - Je n'ai pas entendu la déclaration mais je pense qu'on a intérêt à être offensifs à propos de la prestation de 1974 de François Mitterrand. Je veux dire par là qu'en 1974, je crois que François Mitterrand a battu Giscard d'Estaing dans sa prestation télévisée, simplement dans l'émission et par la suite - même dans la préparation - 2 phrases de Giscard d'Estaing avaient été préparées à 1'avance : "Vous n'avez pas le monopole du cœur" et "vous êtes un homme du passé" qui ont été "balancées" au cours de la discussion, quand le moment est venu de les lancer et qui, après ont été utilisées tous les jours, tous les jours par la télévision plus les sondages, dont tout le monde se rappelle, qui font qu'en définitive pour la grande masse des Français restait de ce débat télévisé, où le candidat François Mitterrand avait amené un certain nombre d'arguments, un Giscard qui sur 2 points avait contraint le candidat socialiste à se dévoiler et à être en difficultés.

GASTON DEFERRE - Si tu permets que je t'interrompe. A Radio Monte Carlo, j'ai effectivement dit que pour être Président, il ne suffisait pas d'être bon à la télévision, mais aussi d'avoir des qualités d'esprit, de décision et de courage. Mais, en ce qui concerne un éventuel débat, ce qui est important, ce n'est pas seulement le débat lui-même, mais c'est ce qui se passera avant et ce qui se passera après. Et si Mitterrand va à ce débat, il faut que le Parti, que des camarades soient présents sur tous les postes de radio et de télévision, dans les jours qui précèdent et dans les jours qui suivent, pour que le caractère du débat ne soit pas déformé ensuite par la propagande officielle.

CARRASUS - Je suis tout à fait d'accord et je pense qu'on aurait intérêt à faire connaître ces positions publiquement. A propos de la préparation de ce débat, on est en train de dire dans les média et à la télévision que cela fait l'objet de négociations secrètes. On n'a rien à négocier secrètement, on a des positions claires, démocratiques, que l'on a à faire connaître aujourd'hui publiquement

pour bien montrer qu'effectivement, ce débat nous le souhaitons, mais dans des conditions qui permettent aux téléspectateurs d'être véritablement informés.
Enfin, Je voudrais dire pour compléter tout ce qui a été indiqué par Laurent Fabius à ce sujet, que Combat Socialiste, notamment sur le bilan des heures de passage réservées à la droite et du manque à gagner pour le candidat du Parti, pourrait peut être donner des informations quotidiennes, afin que nos militants puissent les utiliser au maximum.
Le Président - Merci. Saby ?

SABY
Je voudrais intervenir sur 3 points :
Tout d'abord, dire à Poperen qu'effectivement, nous avons vérifié dès hier matin que sur un certain nombre de cantons, il y avait eu abstention des voix communistes, et effectivement, après renseignements, ce sont des gens qui n'ont pas osé voter Mitterrand mais qui n'étaient pas contents de Marchais et après discussion, il semblerait qu'au 2ème tour, ils se mobiliseraient pour voter Mitterrand.
Un deuxième point qui me parait aussi fondamental que celui de l'information : nous avons trop laissé le thème de la liberté entre les mains de Giscard d'Estaing. Je crois que Pierre Mauroy y a fait allusion l'autre soir, mais ce n'était pas suffisant. La liberté ce n'est pas quelque chose d'abstrait, la liberté c'est quelque chose de concret. Il n'y a pas de Liberté sans libertés individuelles, et concrètement nous devons nous battre à fond en disant que non seulement la liberté individuelle, la liberté politique, la liberté économique, la liberté sociale sont indispensables, mais nous devons prendre ce thème à bras le corps et démontrer que la liberté, c'est notre candidat, c'est le candidat du rassemblement, ce qui n'est pas le cas de la droite avec Giscard d'Estaing.
Enfin, un dernier point rapidement sur le débat télévisé t compte tenu de l'exigence qu'il faut développer publiquement comme vient de le dire Gaston Defferre, je pense, avec un certain nombre de camarades, que les conditions de 1974 ne sont pas celles d'aujourd'hui, qu'il y a un bilan d'échec total, et je pense que François Mitterrand avec sa classe habituelle, peut démolir en peu de mots et rapidement le candidat Giscard d'Estaing, et bien entendu, nous serons présents la jour d'avant et le jour d'après.

SAUNIER
Camarades, je voudrais intervenir rapidement, mais en précisant que je ferai cette intervention, mandaté expressément par le Bureau Fédéral des Côtes du Nord, à l'unanimité des courants.
Je voudrais intervenir sur deux points sur lesquels nous avons discuté et sur un troisième qui me vient à l'esprit à la suite de l'intervention de Laurent Fabius.
D'abord, à qui s'adresser au cours de cette deuxième phase de la campagne ?dans une région comme la Bretagne dont la structure socioprofessionnelle laisse beaucoup de place aux couches moyennes, aux artisans, aux paysans, nous devons tenir un discours particulièrement clair pour montrer que, pour ces

Fondation Jean Jaurès

catégories-là, pour les paysans, pour les artisans, pour les petits commerçants, 7 ans de Giscard, c'est la faillite, c'est la disparition.
Nous devons rappeler les propositions de notre Parti, notamment s'agissant des petits commerçants, et là j'invite les camarades qui, au niveau national, auront la responsabilité des grands thèmes qui seront abordés, je leur transmets la demande qui nous vient de camarades qui se battent sur le terrain et qui est la suivante: parlons des petits commerçants et soyons clairs, parlons, par exemple, de la modification des charges sociales ; il y a là tout un processus de relance de l'économie, de l'emploi, d'allégement des charges pour les
petites entreprises, auquel ces.gens-là sont très sensibles. Ce sera le premier point.
Bien entendu, évidemment, ne négligeons pas les catégories populaires, traditionnelles, et là, après les différents camarades qui sont intervenus, je veux dire que, dans une ville comme Saint Brieuc, c'est vrai que, pour la première fois depuis la Libération, il y a eu un basculement au sein de la gauche. Pour la première fois depuis la Libération c'est vrai que, dans les quartiers populaires, le candidat socialiste est passé devant les communistes, et nous devons évidemment nous donner comme objectif prioritaire de conserver cet acquis du premier tour.
Deuxième point, très rapidement : c'est un point politique extrêmement important, c'est même le point essentiel, à notre avis, de ce deuxième tour. Quelle attitude adopter vis-à-vis du Parti communiste ? Sur ce point-là, j'ai été mandaté expressément pour demander aux camarades qui auront à diriger la campagne, la plus grande fermeté vis-à-vis du Parti communiste, aucune faiblesse vis-à-vis de ceux qui ont conduit, pétulant des mois et des mois, une campagne anti-unitaire et anti-socialiste.
Pour quelles raisons ? Pour deux raisons essentiellement. Dans l'immédiat, avoir la moindre faiblesse vis-à-vis du Parti communiste, c'est perdre la crédibilité que nous avons acquise par la rigueur de nos analyses passées. La moindre faiblesse vis-à-vis du Parti communiste, c'est perdre tout l'acquis, tout la progression que nous avons enregistrée au cours de ce premier tour.
A plus long terme, la signification de l'échec de Marchais c'est qu'à l'intérieur du Parti communiste va se développer une crise sans précédent, vraisemblablement. En tout cas, c'est notre espérance, car il est bien clair que nous ne pourrons reconstruire l'union de la Gauche telle que nous la voulons et telle que nous l'avons rêvée dans le passée, qu'avec un autre Parti communiste qui aura changé, qui aura donné des réponses claires aux questions que nous lui posions.
C'est la raison pour laquelle, pour préparer ce débat qui devra avoir lieu à l'intérieur du Parti Communiste et dans la Gauche, nous devons rester fermes et clairs sur les positions qui sont les nôtres.
Enfin, et c'est l'intervention de Laurent Fabius qui m'amène à faire cette proposition, s'agissant en effet de la façon scandaleuse dont la télévision se conduit depuis lundi, depuis dimanche soir notamment, quelles actions mener ?
Evidemment, nous pourrons mener des actions du type de celles que Pierre Mauroy va entreprendre en direct, mais la proposition que je fais, c'est que le

Secrétariat à la Propagande consacre une affiche spéciale pour dénoncer la manipulation dont l'opinion publique est victime, au travers de la télévision et de la radio.
Je ne sais pas si c'est techniquement possible. Cela suppose des délais d'impression rapides, mais c'est une proposition concrète. Je crois que voir sur tous les murs de France une affiche dénonçant la télévision giscardienne serait de nature à nous aider dans le combat politique qui doit nous mener à la victoire. (Applaudissements)

Le Président. - Didier Motchane ?

DIDER MOTCHANE
Camarades, la peur est effectivement, comme l'a dit Laurent Fabius, le principal des ressorts que fait jouer et va faire jouer notre adversaire. Et au niveau politique, l'argument que nous avons entendu et que nous entendrons le plus souvent - nous le connaissons bien - c'est de dire : "Les Socialistes, le Parti Socialiste et François Mitterrand seront l'otage des communistes".
Il y a deux manières d'être prisonniers des communistes.
La première, c'est de se laisser satelliser par eux. L'autre, c'est d'adopter l'attitude politique qu'ils veulent faire adopter. C'aurait été d'abandonner le terrain de l'union et de la défense des travailleurs.
Nous avons autre chose à faire aujourd'hui, dans ce Comité Directeur, qu'à prolonger l'analyse politique de l'événement qui est survenu avant-hier et dont Jospin et Poperen ont donné quelques éléments. Je ne m'étendrai pas là-dessus.
Par conséquent, en me contentant aujourd'hui de remarquer, en ce qui me concerne, ce que tout le monde ici n'aura pas manqué de remarquer, je dirai que c'est dans la mesure où notre Parti s'est véritablement ancré à gauche, c'est dans la mesure où il a tenu bon une ligne visant un changement social et politique profond et décisif pour les travailleurs et les classes défavorisées, et s'est toujours refusé à. abandonner le moyen, c'est-à-dire l'union, c'est dans cette mesure-là que le premier tour de l'élection présidentielle a donné à notre Parti une force politique sans précédent.
Le point que je voudrais aborder très brièvement - il n'est pas besoin d'un long discours pour le faire comprendre - c'est le problème immédiat, je dis bien le problème immédiat posé - il s'en pose d'autres - par l'énorme recul du Parti communiste, ce recul qui est effectivement - et cela a été très bien dit - la sanction électorale de l'abandon, de la trahison de l'unité. Ce recul peut être un événement fécond pour la suite.
Non pas ce recul en lui-même, mais son étendue risque de poser un certain nombre de problèmes, pour le résultat du compte. C'est vrai qu'on peut espérer qu'en plus de cette partie de l'électorat communiste qui, d'ores et déjà, il y a deux jours a voté Mitterrand au premier tour, il y en a d'autres qui ont sanctionné leur direction en s'abstenant, en ne votant pas du tout. Donc, on peut espérer que ceux-là se retrouveront sur le nom de François Mitterrand, le 10 Mai.
Mais il est également clair qu'un résultat aussi mauvais ne peut que favoriser,

dans les jours qui viennent et jusqu'au deuxième tour, les réactions les plus sectaires et, par conséquent l'entreprise de la direction communiste dont on sait bien qu'elle a besoin plus que jamais, qu'elle veut plus que jamais l'échec de François Mitterrand. Cette situation risque d'augmenter sensiblement le nombre de militants communistes qui peuvent, dans certains cas, être influencés par la manière dont la direction communiste expliquera sa position, position de désistement formel pour François Mitterrand, mais exprimée de telle manière et assortie de telles conditions que, précisément, ceux qui veulent le comprendre comprendront qu'elle n'appelle pas véritablement à le soutenir.
Le point que je voudrais faire valoir, c'est qu'il est très important - cela nous l'avons tous compris - de ne pas d'ici le 10 mai - ce n'est pas le moment - utiliser ce qui s'es passé pour une explication reprenant l'histoire de la gauche, de son union et de sa désunion, mais de l'utiliser pour bien marquer le caractère de gauche, le caractère politique de la candidature et de l'élection de François Mitterrand et de bien faire comprendre que c'est l'ensemble des électeurs à qui il devra son succès, en particulier l'ensemble des électeurs de gauche, par conséquent des électeurs communistes qui, en créant la nouvelle majorité du 10 mai, jetteront les bases de la majorité politique de ce septennat.
C'est par rapport à cela que le problème du gouvernement dont, à juste titre, nous avons dit qu'il était le problème d'après, le problème des législatives, c'est par rapport à cela que ce problème sera posé et résolu.
Seulement, mes chers camarades, il ne suffit pas de dire - il faut le dire - le problème du gouvernement. On demande à Mitterrand : comment gouvernerez-vous ? comment ferez-vous gouverner ? Il ne suffit pas de dire que c'est le problème d'après II faut dire que c'est maintenant, par la majorité du 10 mai, que nous allons créer, que la véritable majorité de ce pays créera les bases d'un gouvernement qui représentera toutes les forces qui oeuvrent pour l'intérêt des travailleurs, conformément à la volonté de notre peuple.
Voilà ce qu'il est important de dire dès maintenant dans ce Comité directeur, mais aussi, et à partir de maintenant, dans toutes les réunions que nous aurons les uns et les autres.
Je vous remercie.

Le Président. - Merci Didier.
Encore quatre orateurs inscrits : Lunel, Le Pensec, Pierre Mauroy et Jean Le Garrec.
Lunel ?

LUNEL
Mes chers camarades,
Beaucoup d'intervenants - jusqu'à présent, c'est une bonne chose - ont exprimé leur sentiment sur ce qui était nécessaire pour améliorer nos chances et les porter au maximum pour le second tour.
Je suis d'accord pour l'essentiel avec ce qu'ils ont dit et je voudrais revenir sur deux points de l'analyse que nous devons faire de cet événement que Poperen

qualifiait de «sans précédent» qui est sans précédent et tout à fait important, qui s'est passé dimanche dernier.
Je crois qu'il y a deux idées qui sont à retenir, à préciser et à ancrer dans nos analyses, pour en faire notre profit pour l'action de demain :
La première est celle qui consiste à dire que le succès est celui de la politique d'union que nous avons développée depuis de longues années. Si l'on regarde les résultats Gauche / Droite de dimanche dernier, on s'aperçoit, comme un certain nombre d'entre nous l'avions dit depuis déjà de longs mois, qu'au premier tour, la barrière Droite-Gauche est une barrière qui n'est pas infranchissable, bien sûr, mais qui est une barrière relativement étanche, et la conséquence, c'est que la plupart des voix - pas la totalité, bien sûr, mais la plupart des voix que nous avions gagnées - nous les avons gagnées à gauche, nous les avions gagnées sur ce peuple unitaire, sur ces travailleurs qui ont été déçus de la politique néo-stalinienne, de la politique anti-unitaire menée par la Direction Communiste, et qui se sont portés pour une grande partie vers nous.
Cette conclusion donne toute sa dimension au choix. que nous avions fait tous ensemble, depuis le Congrès d'Epinay et que nous avons réaffirmée...

Le Président - Je t'arrête une minute... Personne ne t'écoute plus. Il faudrait que vous vous asseyiez. Ceux qui veulent s'en aller s'en vont. Ce n'est pas possible pour le camarade qui est à la tribune de parler dans ces conditions. Il est là comme au milieu d'un marché. Asseyez-vous, ou sortez. Par ailleurs, nous avons encore deux orateurs Inscrits, Le Pensec et Mauroy. Apres, on s'arrêtera et on reprendra à 15 h ; c'est à ce moment-là qu'un texte vous sera présenté. Alors de grâce, si vous restez ici, suivez celui qui parle. S'il vous plaît, au fond ! Vous sortez ou vous vous asseyez, nais ce n'est pas possible... Tu continues maintenant.

LUNEL - Je serai bref, j'ai presque terminé. Ma première conclusion : le succès est la conséquence de notre politique unitaire que nous avons menée avec détermination depuis dix ans.
La deuxième conséquence, c'est que. bien sûr, nous sommes arrivés à ce niveau de confiance populaire, maintenant que nous sommes fort probablement le premier parti ouvrier de ce pays, le Parti a de nouvelles exigences et nous devons nous interroger, nous le ferons plus en détail dans les mois qui viendront, sur le Parti Socialiste qui doit être l'élément de transformation sociale permettant non seulement de conserve: mais d'approfondir cette confiance populaire. Je crois que nous avons dans les mois qui viennent à faire des propositions qui permet tant d'élever qualitativement et quantitativement ce qu'est aujourd'hui le Parti. Qualitativement cela veut dire au niveau de notre représentation, de ce que nous sommes, de la place des travailleurs dans notre Parti, de la place des couches populaires dans nos forces vives. Quantitativement, et c'est quelque chose qu'il ne faut pas oublier que je voulais rappeler devant le Comité Directeur, un parti beaucoup plus nombreux sera un élément essentiel pour conduire les affaires que nous aurons bientôt à gérer.

(Applaudissements)

Le Président - La parole est à LE PENSEC.

LE PENSEC

Chers Camarades,

Très succinctement, je voudrais dire qu'à la liste de nos nationalisations, il faudra que nous ajoutions un nom qui est l'Ouest. Au niveau des résultats électoraux, il y a nationalisation des résultats dans l'Ouest, c'est-à-dire une certaine normalisation et il risque très bientôt de ne plus rester de ce qu'on appelle l'originalité de l'électorat de l'Ouest qu'une forte participation électorale et une réticence à voter pour le Parti Communiste.

Giscard d'Estaing a perdu beaucoup de points dans ce qui étaient ses places fortes ; quelques chiffres révélateurs : 11,6 dans le Morbihan par rapport à 1974 ; 10,5 en Ille-et-Vilaine ; 11 pour ce qui est du Finistère.

François Mitterrand réussit dans ces départements et dans l'ensemble de l'Ouest de bons résultats qui vont être abondés par le fait que, dans ces régions, les petits candidats ont des scores plus importants que leur moyenne nationale, et la thématique du premier tour qui, à nos yeux, a été bonne, permet d'espérer un bon report des voix écologistes appartenant au département ou se situe Plegoff.

Autre point de préoccupation : la bataille de l'école privé n'a pas eu lieu, pas encore, il y a eu quelques escarmouches, mais je crois que nous allons y avoir le droit. Le problème, c'est que c'est un thème unifiant entre les Chiraquiens et les Giscardiens et qu'il faut que nous nous y préparions. S'il apparaît, lorsque l'on affine un peu les résultats, que la pratique religieuse ne détermine plus autant les votes, il semble, d'après les politologues, qu'il y a eu corrélation très bien établie entre le tissu ou le réseau d'implantation des écoles privées et les vote à droite, mais il y a là matière à thèse, ce n'en est plus le lieu.

L'effet Chirac a joué au niveau de nos régions de l'Ouest, notamment le vote paysan est allé très massivement sur Chirac. Il nous revient à prendre en ce domaine un certain nombre d'initiatives. C'est ce qui est en train de se faire pour capter cet électorat qui contrairement à toutes ses pratiques, avait invité dans un grand nombre de coopératives agricoles à voter contre Giscard d'Estaing.

Je voudrais parler succinctement d'un thème qui a été évoqué. Nous disons que le résultat est fonction de la dynamique que nous serions en mesure de faire au second tour et d'emblée, on parle de mobilisation des élus. Je souhaiterait que l'on mette très rapidement une réflexion sur ce thème de la mobilisation des élus. Pour avoir, comme d'autres, parcouru la France, je ne doute pas que les élus aient la volonté de se mobiliser. Je ne suis pas du tout persuadé que, dans leur grande majorité, ils sachent comment se mobiliser, quand bien même l'intention y serait. Je me demande s'il n'y a pas peut-être dans des zones d'implantation faible du Parti à prendre une initiative qui consisterait à assister les équipes fédérales sur le terrain disons d'une équipe d'animation, précisément pour créer les conditions de la mobilisation. Dans ce résultat serré qui va se jouer à cent mille voix, peut-être moins, il y a de telles dispositions à prendre, non seulement

dans les D.O.M.. T.O.M. mais dans ce qui est la France profonde. Je suis persuadé qu'il y a une mine de voix dans tout ce qui est abstention qu'il convient d'exploiter.
Quelle pourrait être la mission de telles équipée volantes mais qui resteraient un certain temps à disposition des équipes fédérales ? Il y aurait une mission d'analyse opérationnelle des résultats qui n'est pas toujours faite.
Il y aurait une mission d'assistance technique pour tout ce qui sera les ripostes nécessaires sur le terrain.
Il y aurait la mission de liaisons avec les maires P.S. pour démarches la où il y a eu une forte abstention, et il y aurait, faut-il encore le dire, dans des zones de faible implantation, toute une assistance technique pour le contrôle des opérations de vote. Il y a là, j'en suis persuadé, matière à un grignotage.
C'est bien aussi en ces termes que va se poser l'issue du second tour et je souhaiterais que ceci soit versé au dossier pour le débat avec les Secrétaires Fédéraux des cet après-midi.
(Applaudissements)

Le Président.- Merci. Pierre MAUROY ?

Pierre MAUROY.- Non. Je m'excuse. Je dois m'en aller à la Télévision.

Le Président,- Oui, où tu dois intervenir.
Je vous propose donc de suspendre le débat. Reprise à 14h45, ici, étant donné que les premiers fédéraux sont convoqués à 15h et qu'il y a un texte à adopter.
La séance est suspendue

La séance est reprise sous la présidence de Louis Mermaz

Le Président
Le Comité directeur, mes chars camarades, s'est réuni ce matin avec les interventions de Lionel Jospin et Jean Poperen. Nous avons adressé nos plus chaleureuses félicitations à François Mitterrand pour les résultats obtenus à l'issue du premier tour, ces résultats étant les plus élevés de l'histoire du socialisme.
(Applaudissements)
Vous êtes réunis ici à la fois pour prendre acte des résultats du premier tour et pour qu'un certain nombre de dispositions soient arrêtées en vue du second. Dans un instant, Paul Quilès, Secrétaire à l'organisation et Directeur de la campagne, prendra la parole pour faire un rapport sur lequel les débats sont ouverts.
Je vous signale qu'autour de 16 H 30, François Mitterrand, de retour de la Nièvre où il présidait une séance du Conseil Général sera parmi nous et nous l'accueillerons.
D'autre part, avant de passer la parole à Paul Quilès je voudrais dire combien a été active la mobilisation du Parti à tous les niveaux, élus, militants.

Fondation Jean-Jaurès

Je voudrais également adresser mes félicitations pour le rôle qu'ils ont mené au sein d'équipes à Lionel Jospin et à Paul Quilès, Directeur de la campagne.
(Applaudissements)
Voua comprendrez bien que je ne puisse ici désigner l'ensemble des camarades, Conseils politiques, conseillers, délégués, instances dirigeantes du Parti, secrétariat. Bureau, direction fédérale, qui ont pris une part active...

Robert PONTILLON.- Porte-parole du Parti aussi, Mermaz !

Le Président.- Porte-parole du Parti, des 180.000 camarades du Parti... à vous tous… Vous comprendrez bien que je ne peux pas adresser des félicitations individualisées mais le Parti a fait la démonstration de son utilité et de son efficacité.
(Applaudissements)
D'autre part, il faut bien constater que la dynamique aujourd'hui est du côté de François Mitterrand, candidat du Parti socialiste et candidat de la gauche, candidat de tous les Français qui disent non à la décadence, qui croient à l'avenir de notre pays, à son rôle au niveau international.
Par ailleurs, il y a le candidat sortant qui a perdu plus d'un million de voix et dont la dernière arme, l'arme ultime est la peur.
Ce n'est pas autour de la peur, ce n'est pas avec la peur que l'on mobilise un pays, ce n'est pas avec la peur que l'on construit quelque chose de nouveau. La seule façon de faire opposition à cette peur, c'est notre mobilisation, c'est celle des élus, celle des militants au niveau de toutes les communes de France.
François Mitterrand est le candidat du changement ; François Mitterrand est le rassemblement des forces populaires. Il faut, comme nous l'avons fait ce matin, dénoncer les truquages qui sont intervenus dans les territoires et départements d'Outre-Mer, dénoncer la manipulation de l'opinion par les masses médias ; les techniciens de la Radiotélévision, les journalistes s'efforcent de faire leur travail honnêtement, nous en sommes témoins, mais les ordres du pouvoir tombent sur les mass médias et la campagne de François Mitterrand est déformée, oblitérée.
Contre cela, la seule antidote, le seul contre poison, c'est l'action du Parti Socialiste. Nous vous demandons donc, jusqu'au 10 mai, d'être mobilisés, et ce jour-là, ce soir-là, nous partagerons ensemble les fruits de la victoire.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès